

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISSANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164 N° 11	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI	Mahana 6 no Fepuare 2015
-----------------------	---------------------------------------------	-----------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

	Pages
Arrêté n° 111 CM du 29 janvier 2015 abrogeant l'arrêté n° 925 CM du 18 juin 2010 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 10 d'une superficie de 3,15 hectares dépendant du lotissement agricole Terre déserte, sis à Hatiheu, île de Nuku Hiva, Marquises, au profit de Mme Camélia Aroita épouse Pou	1030
Arrêté n° 112 CM du 30 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 627 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier	1031
Arrêté n° 113 CM du 30 janvier 2015 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Institut Louis-Malardé, pour l'acquisition d'un séquenceur d'acides nucléiques en Polynésie française	1033
Arrêté n° 114 CM du 30 janvier 2015 portant vœu du gouvernement de la Polynésie française pour l'adoption par la République française d'une loi d'homologation de peines d'emprisonnement prévues dans la réglementation de la Polynésie française en matière de santé et de protection sociale	1034
Arrêté n° 121 CM du 30 janvier 2015 fixant le nombre de places ouvertes à l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault pour la formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier de la session 2015	1037

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 41 PR du 29 janvier 2015 relatif à la révision du plan de gestion de l'espace maritime du lagon et de la façade maritime (PGEM) de l'île de Moorea, commune de Moorea-Maiao	1038
Arrêté n° 43 PR du 29 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 modifié relatif au transfert d'une licence d'exploitation d'un établissement pharmaceutique et à sa gérance et portant enregistrement de la déclaration d'activité de M. Benoît Ducroux docteur en pharmacie, en qualité de pharmacien responsable	1038
Arrêté n° 44 PR du 29 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 83 PR du 8 février 2012 portant autorisation de distribution en gros de médicaments vétérinaires à la société Tahiti Pharm	1039
Arrêté n° 46 PR du 30 janvier 2015 portant enregistrement de la déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie dénommée Pharmacie Atuona sise dans la commune de Hiva Oa, à Atuona, à M. Charly Lesouef, docteur en pharmacie (exploitation n° 1-2015)	1040

Vice-présidence

Arrêté n° 737 VP/DSP du 30 janvier 2015 portant composition de la commission d'attribution des crédits de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault pour l'année scolaire 2014-2015.	1041
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

**Ministère de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce et des entreprises**

Arrêté n° 730 MRE du 30 janvier 2015 relatif à l'habilitation de M. Simon Dufour en qualité d'agent spécial de la société Great Lakes Reinsurance PLC	1041
Arrêté n° 731 MRE du 30 janvier 2015 relatif à l'habilitation de M. Stéphane Glavinaz en qualité d'agent spécial de la société Natixis Life SA	1042

Ministère du développement des activités du secteur primaire

Arrêté n° 692 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Wendy Teroro Edwin sis à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 290)	1042
Arrêté n° 693 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Irianu David Edwin sis à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 291)	1043
Arrêté n° 694 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Iakimo Joackime Metua sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 120)	1044
Arrêté n° 695 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Marcel Thierry Alexandre Tavi Tuhiva-Ford sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 46)	1044
Arrêté n° 696 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Herenui Wendy Ohiti sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 88)	1045
Arrêté n° 697 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Noe Noa Maheahea sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 289)	1046
Arrêté n° 698 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Adam Turatahi Maheahea sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 290)	1047
Arrêté n° 699 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Andrew Iotefa Jean-Descieux Maheahea sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 291)	1047
Arrêté n° 700 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Glenda Mahatia sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 293)	1048
Arrêté n° 701 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Liz Tevahine Johnston sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 279)	1049
Arrêté n° 702 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Serge Tumatau Lacour sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 34)	1050
Arrêté n° 703 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Eugène Sanford sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 292)	1050
Arrêté n° 704 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Marie-Thérèse Mahaa sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 355)	1051

Arrêté n° 705 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Mirella Paeamara épouse Tuuhia sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 364).....	1052
Arrêté n° 706 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Thierry Tuuhia sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 365).....	1053
Arrêté n° 707 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Augustin Urarii sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 357).....	1053
Arrêté n° 708 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Ravahei Jennifer Kahaia Tchang sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 354).....	1054
Arrêté n° 709 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Joseph Teakai Teakarotu sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 353).....	1055
Arrêté n° 717 MDA du 29 janvier 2015 fixant la liste des stagiaires de la 22e et 23e promotion ayant subi avec succès les formations à la periculture et/ou à la greffe dispensées par le Centre des métiers de la nacre et de la periculture.....	1056
Arrêté n° 736 MDA/DRMM du 30 janvier 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Henning Teva Pedersen, à l'usage de son exploitation pericole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 285).....	1056
Arrêté n° 791 MDA du 2 février 2015 portant autorisation de création d'un élevage à 24 000 poules pondeuses sur l'île de Tahiti (commune de Teva I Uta, Papeari) à la SCA Teva Farms	1057
Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine	
Arrêté n° 711 MLV du 29 janvier 2015 modifiant l'arrêté n° 2008 CM du 9 décembre 2011 autorisant la location d'une parcelle à détacher de la terre Sans Nom cadastrée commune de Fakarava, section CO n° 1, d'une superficie de 20 000 mètres carrés, au profit de M. Matthieu Raffaelli	1058
Ministère de la jeunesse et des sports	
Arrêté n° 739 MJS du 30 janvier 2015 portant attribution de l'attestation de compétences à la prévention , à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française.....	1059
Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement	
Arrêté n° 790 MET.AU du 2 février 2015 portant approbation du dossier relatif aux 10 lots du lotissement Manaura sis à Papara	1059
ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	
Avis n° 17 du 21 janvier 2015 sur le projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française	1060

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.....	1064
Annonces diverses	1072
Marchés Publics	1080

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 111 CM du 29 janvier 2015 abrogeant l'arrêté n° 925 CM du 18 juin 2010 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 10 d'une superficie de 3,15 hectares, dépendant du lotissement agricole "Terre déserte", sis à Hatiheu, île de Nuku Hiva, Marquises, au profit de Mme Camélia Aroita épouse Pou.

NOR : SDR1401726AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1215 CM du 16 novembre 1989 autorisant l'affectation de deux parcelles des terres domaniales Ataha 1 et 2 (Terre déserte), sises à Hatiheu (Nuku Hiva), n° 705 et n° 706, au profit du service de l'économie rurale ;

Vu le bail du 1er octobre 2010 conclu entre la Polynésie française et Mme Camélia Aroita épouse Pou, relatif à la location du lot n° 10 dépendant du lotissement agricole "Terre déserte", sis à Hatiheu, île de Nuku Hiva, Marquises ;

Vu la demande formulée par Mme Camélia Aroita épouse Pou du 23 juillet 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 925 CM du 18 juin 2010 autorisant la location du lot n° 10 d'une superficie de 3,15 hectares dépendant du lotissement agricole "Terre déserte", sis à Nuku Hiva, Marquises, au profit de Mme Camélia Aroita épouse Pou, est abrogé.

Art. 2.— La résiliation du bail du 1er octobre 2010 susvisé conclu entre la Polynésie française et Mme Camélia Aroita épouse Pou, est autorisée à compter du dernier paiement de loyer constaté.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités, le ministre du développement des activités du secteur primaire et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
ministre du budget, des finances,
de la fonction publique
des énergies, de la santé
et des solidarités,
Nuihau LAUREY.*

*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,
Frédéric RIVETA.*

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine
Tearii ALPHA.*

ARRETE n° 112 CM du 30 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 627 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier.

NOR : CTG1401496AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la délibération n° 94-79 AT du 21 juillet 1994 modifiée portant création du service de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 627 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des Tuamotu et Gambier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— La convention relative à l'exécution des missions du service de la jeunesse et des sports par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier jointe en annexe au présent arrêté est approuvée.

Art. 2.— Est abrogée la convention n° 11330 du 16 mai 2001 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée du service de la jeunesse et des sports par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2015.

Edouard FRITCH.

CONVENTION N°

/ PR/MJS du

relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée du service de la jeunesse et des sports par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014, portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 684/PR du 17 septembre 2014, relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 94-79 AT du 21 juillet 1994 portant création du service de la jeunesse et des sports ;

Vu la délibération n° 2000-132/APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour application ;

Vu l'arrêté n° 627/CM du 15 mai 2001 modifié portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier ;

ENTRE :

Le président de la Polynésie française, en charge du partenariat avec les collectivités, de la modernisation de l'administration, du numérique, des affaires internationales et intérieures et de l'égalité des territoires, Edouard FRITCH,

d'une part,

ET :

Le ministre de la jeunesse et des sports, en charge des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, René TEMEHARO,

d'autre part,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. - La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de la représentation du service de la jeunesse et des sports, conformément aux dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration administrative.

Article 2. - Les missions déconcentrées que la circonscription des îles Tuamotu et Gambier exerce pour le compte du service de la jeunesse et des sports sont les suivantes :

- 1°) informer sur les programmes et les orientations fixées en matière de jeunesse, de sport et de développement de la vie associative ;
- 2°) recueillir les données du secteur pour l'archipel des îles Tuamotu et Gambier et notamment recenser les infrastructures de sports et de loisirs et tenir une banque de données sur la vie associative ;
- 3°) soutenir les activités de jeunesse et des sports :
 - diffuser de l'information sur les dispositifs de soutien à la réalisation d'activité des sports et de jeunesses ou de projets ;
 - réceptionner les dossiers de demande relatives à des dispositifs relevant de la compétence du service de la jeunesse et des sports, vérifier leur recevabilité et les transmettre au service de la jeunesse et des sports accompagné de l'avis de l'administrateur ;
 - contrôler la bonne destination des aides attribuées.
- 4°) participer à mettre en œuvre la politique en matière de vie associative :
 - contribuer à évaluer l'impact économique et social de la vie associative dans l'archipel ;
 - encourager un réseau de partenaires, en lien avec les communes ;
 - participer aux actions d'accompagnement et de valorisation du bénévolat.
- 5°) accompagner des porteurs de projets dans l'élaboration et le suivi de leurs projets en matière de jeunesse, de sports et de développement de la vie associative ;
- 6°) communiquer les propositions et éléments nécessaires à l'élaboration des programmes relatifs au développement du secteur.

Article 3. - Pour l'exécution de ses missions par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier, le service de la jeunesse et des sports s'engage à :

- informer de toute activité de jeunesse, de sports et de loisirs et de tout projet relatif au secteur concernant l'archipel des îles Tuamotu et Gambier ;
- fournir toute documentation et formulaires aux fins de pourvoir aux besoins d'information et de constitution de dossiers relatifs aux autorisations administratives et demandes du bénéfice de dispositif relevant de sa compétence.

Article 4. - Les moyens en personnel sont apportés par les effectifs de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier en fonction du niveau d'activité mis en œuvre et des missions confiées.

La formation initiale et continue du personnel chargé de l'exécution des missions définies à l'article 2 est assurée par le service de la jeunesse et des sports.

Article 5. - Les crédits de fonctionnement nécessaires à l'exécution des missions confiées à la circonscription font l'objet d'une subdélégation de crédits par le service de la jeunesse et des sports d'un montant annuel de 180 000 francs pacifiques ; ce montant peut évoluer pour correspondre à l'activité mise en œuvre et aux missions confiées.

Article 6. - Le ministre en charge de la jeunesse et des sports donne à l'administrateur des îles Tuamotu et Gambier toute instruction nécessaire à l'exécution et au contrôle des missions définies à l'article 2.

L'administrateur des îles Tuamotu et Gambier est tenu de transmettre annuellement un rapport d'activité au ministre en charge de la jeunesse et des sports.

Ce rapport fait l'objet d'une réunion annuelle de cadrage entre la circonscription et le service de la jeunesse et des sports. A cette occasion, les objectifs opérationnels et les moyens correspondants pour l'année à venir sont précisés.

Ce cadrage fait l'objet d'une lettre de mission.

Article 7. - La présente convention sera résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, par suite d'une modification législative ou réglementaire, l'une ou l'autre des parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente convention.

Article 8. - La présente convention pourra être révisée à tout moment à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

Article 9. - La convention n° 11330 du 16 mai 2001 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée du service de la jeunesse et des sports par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier est résiliée.

Fait à Papeete, le

Le Ministre de la jeunesse et des sports,
*chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie
française et le Conseil économique, social et culturel*

René TEMEHARO

Le Président de la Polynésie française

Edouard FRITCH

**ARRETE n° 113 CM du 30 janvier 2019 approuvant
l'attribution d'une subvention d'investissement en
faveur de l'Institut Louis-Malardé, pour l'acquisition d'un
séquenceur d'acides nucléiques en Polynésie française.**

NOR : DSP1401182AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2013-121 APF du 4 décembre 2013 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2014 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la circulaire n° 4146 PR du 8 juin 2010 portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes

Vu la demande n° 391-2014 DG du directeur général de l'Institut Louis-Malardé, en date du 3 octobre 2014 ;

Vu la lettre n° 7483 PR du 15 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 15 décembre 2014 ;

Vu l'avis n° 209-2014 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier en date du 18 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de *vingt-sept millions neuf cent quatorze mille sept cent soixante francs CFP* (27 914 760 F CFP) en faveur de l'Institut Louis-Malardé (ILM), pour l'acquisition d'un séquenceur d'acides nucléiques, destiné à améliorer les capacités de recherche et de diagnostic sur les pathogènes infectieux.

Art. 2.— Le montant de la subvention s'élève à 100 % du coût total de l'opération hors taxe et majorée de la fraction non récupérable de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) déterminée à partir de la dernière déclaration de la TVA du bénéficiaire, soit pour un montant de *vingt-sept millions neuf cent quatorze mille sept cent soixante francs* (27 914 760 F CFP).

Art. 3.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 910, AP 38-2012, AE 403-2012, article 204, centre de travail 800.

Art. 4.— Une avance de 50 % sera versée sur justification du commencement d'exécution de l'opération. Le solde s'effectuera sur présentation des pièces justificatives des dépenses réalisées dans le cadre de l'opération financée.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification de la décision attributive, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel la subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, l'autorité qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision. Cette autorité peut proroger, avant l'expiration du délai de caducité précité d'un an, la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'ILM et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
ministre du budget, des finances,
de la fonction publique
des énergies, de la santé
et des solidarités,
Nuihau LAUREY.*

ARRÊTE n° 114 CM du 30 janvier 2015 portant vœu du gouvernement de la Polynésie française pour l'adoption par la République française d'une loi d'homologation des peines d'emprisonnement prévues dans la réglementation de la Polynésie française en matière de santé et de protection sociale.

NOR : DSP1500051AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2006-21 du 28 novembre 2006 modifiant la délibération n° 2001-81 APF du 5 juillet 2001 portant réglementation de l'élimination des déchets des activités de soins ;

Vu la loi du pays n° 2008-4 du 6 février 2008 portant statut de la mutualité en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2009-2 du 28 janvier 2009 relative à la profession d'infirmier en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2009-16 du 9 octobre 2009 relative aux accueillants familiaux ;

Vu la loi du pays n° 2013-1 du 14 janvier 2013 relative à la maîtrise de l'évolution des dépenses des produits de santé et des produits et des prestations remboursables ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— Le gouvernement de la Polynésie française émet le vœu que la République française adopte une loi d'homologation des peines d'emprisonnement prévues :

- 1° A l'article LP. 10 de la loi du pays n° 2006-21 du 28 novembre 2006 modifiant la délibération n° 2001-81 APF du 5 juillet 2001 portant réglementation de l'élimination des déchets des activités de soins ;
- 2° A l'article LP. 22 de la loi du pays n° 2008-4 du 6 février 2008 portant statut de la mutualité en Polynésie française ;
- 3° Aux articles LP. 42, LP. 44, LP. 45 et LP. 46 de la loi du pays n° 2009-2 du 28 janvier 2009 relative à la profession d'infirmier en Polynésie française ;
- 4° A l'article LP. 44 de la loi du pays n° 2009-16 du 9 octobre 2009 relative aux accueillants familiaux ;
- 5° Aux articles LP. 58 et LP. 59 de la loi du pays n° 2013-1 du 14 janvier 2013 relative à la maîtrise de l'évolution des dépenses des produits de santé et des produits et des prestations remboursables.

Art. 2.— Le tableau récapitulatif des peines d'emprisonnement soumises à homologation est présenté à l'annexe du présent arrêté.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
ministre du budget, des finances,
de la fonction publique
des énergies, de la santé
et des solidarités,
Nuihau LAUREY.*

ANNEXE à l'arrêté n° 20114 /CM du 30 JAN. 2015

**Tableau récapitulatif
des peines d'emprisonnement édictées par la législation de Polynésie française
pour la santé et la protection sociale**

Articles visés par la loi d'homologation
Elimination des déchets de soins
<p>Loi du pays n° 2006-21 du 28 novembre 2006 modifiant la délibération n° 2001-81 APF du 5 juillet 2001 portant réglementation de l'élimination des déchets des activités de soins ;</p> <p>Art. 10.— L'article 12 de la délibération du 5 juillet 2001 susvisée est rédigé ainsi qu'il suit :</p> <p>"Art. LP 12. — <i>Sanctions</i></p> <p>Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées et lorsque les déchets sont abandonnés ou traités contrairement aux présentes dispositions réglementaires, le Président de la Polynésie française peut, après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder d'office à l'élimination desdits déchets aux frais du responsable.</p> <p>Le Président de la Polynésie française peut également obliger le responsable à consigner entre les mains du comptable public une somme répondant du montant des frais devant être engagés pour l'élimination des déchets. Cette somme sera restituée au prorata des frais engagés pour respecter l'obligation d'élimination.</p> <p>Est punie d'une amende de 8 900 000 F CFP (<i>huit millions neuf cent mille francs CFP</i>) et, sous réserve d'homologation par la loi, d'un emprisonnement de deux ans ou de l'une ou l'autre de ces deux peines seulement, toute personne qui a :</p> <p>1° Abandonné des déchets dans des conditions contraires aux présentes dispositions réglementaires ;</p> <p>2° Collecté, conditionné et stocké des déchets dans des conditions contraires aux articles LP 4, LP 5 et LP 6 ;</p> <p>3° Transporté des déchets sans satisfaire aux exigences de l'article LP 7 ;</p> <p>4° Remis ou fait remettre des déchets à une personne autre que l'exploitant d'une unité de traitement conforme aux dispositions de l'article LP 8 et aux arrêtés pris pour son application ;</p> <p>5° Éliminé les déchets dans des conditions contraires aux prescriptions de l'article LP 8 ;</p> <p>6° Exploité un appareil de désinfection dans des conditions contraires aux prescriptions de l'article LP 8-1 ;</p> <p>7° Mis obstacle à l'accomplissement des fonctions des agents prévus ci-dessous.</p> <p>En cas de condamnation prononcée pour des infractions visées aux 1°, 4° et 5°, le tribunal peut en outre ordonner, sous astreinte, la remise en état des lieux endommagés par les déchets qui n'auront pas été traités dans des conditions conformes à la présente réglementation.</p> <p>Les agents assermentés de la direction de la santé et les agents de la force publique sont habilités à constater les infractions à la présente réglementation et aux arrêtés pris pour son application."</p>
Statut de la mutualité en Polynésie française
<p>Loi du pays n° 2008-4 du 6 février 2008 portant statut de la mutualité en Polynésie française ;</p> <p>Art. LP. 22.— Sont passibles des peines suivantes :</p> <p>Est puni de six mois d'emprisonnement, sous réserve de l'homologation par la loi, et de 894 975 F CFP d'amende :</p> <p>1° Le fait, pour tout administrateur d'une mutuelle ou d'une union régie par la présente loi du pays, d'accepter, d'exercer ou de conserver les fonctions d'administrateur en violation des obligations prévues aux articles LP. 6 (1er alinéa) et LP. 7 ;</p> <p>2° Le fait, pour tout président, administrateur et dirigeant salarié d'une mutuelle ou d'une union régie par la présente loi du pays, de méconnaître l'une des interdictions visées à l'article LP. 8 ;</p> <p>3° Le fait, pour tout administrateur ou dirigeant salarié d'une mutuelle ou d'une union régie par la présente loi du pays, de recevoir, à quelque titre que ce soit, une rémunération liée d'une manière directe ou indirecte au volume de cotisations desdits organismes.</p> <p>Est puni de cinq ans d'emprisonnement, sous réserve de l'homologation par la loi, et de 44 748 750 F CFP d'amende :</p> <p>Le fait, pour tout président, administrateur ou dirigeant salarié d'une mutuelle ou d'une union régie par la présente loi du pays, de présenter à l'assemblée générale des comptes annuels ne donnant pas, pour chaque exercice, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice, de la situation financière et du patrimoine, à l'expiration de cette période, en vue de dissimuler la véritable situation de l'organisme.</p> <p>Est puni de six mois d'emprisonnement, sous réserve de l'homologation par la loi, et de 894 975 F CFP d'amende :</p> <p>Le fait, pour tout président, administrateur ou dirigeant salarié d'une mutuelle ou d'une union régie par la présente loi du pays, de ne pas établir pour chaque exercice, des comptes annuels et un rapport de gestion.</p> <p>Est puni de six mois d'emprisonnement, sous réserve de l'homologation par la loi, et de 894 975 F CFP d'amende :</p> <p>Le fait, pour tout président, administrateur ou dirigeant salarié d'une mutuelle ou d'une union régie par la présente loi du pays, de ne pas soumettre à l'assemblée générale les comptes annuels, les comptes consolidés et le rapport de gestion.</p> <p>Est puni de deux ans d'emprisonnement, sous réserve de l'homologation par la loi, et de 3 579 900 F CFP d'amende :</p> <p>Le fait pour tout président, administrateur ou dirigeant salarié d'une mutuelle ou d'une union régie par la présente loi du pays, de ne pas provoquer la désignation du commissaire aux comptes ou de ne pas le convoquer à toute assemblée générale.</p>

Est puni de six mois d'emprisonnement, sous réserve de l'homologation par la loi, et de 894 975 F CFP d'amende :

Le fait pour toute personne, soit en son nom personnel, soit à titre d'associé dans une société de commissaires aux comptes, d'accepter, d'exercer ou de conserver les fonctions de commissaire aux comptes, nonobstant les incompatibilités légales. |

Est puni de cinq ans d'emprisonnement, sous réserve de l'homologation par la loi, et de 8 949 750 F CFP d'amende :

Le fait pour tout commissaire aux comptes de donner ou confirmer soit en son nom personnel, soit à titre d'associé dans une société de commissaires aux comptes, des informations mensongères sur la situation d'une mutuelle ou d'une union régies par la présente loi du pays ou de ne pas révéler au procureur de la République les faits délictueux dont il a eu connaissance.

Les articles du code pénal relatifs au secret professionnel sont applicables aux commissaires aux comptes.

Est puni de cinq ans d'emprisonnement, sous réserve de l'homologation par la loi, et de 8 949 750 F CFP d'amende :

Le fait pour tout président, administrateur, dirigeant salarié ou toute personne au service de la mutuelle ou de l'union régie par la présente loi du pays, de mettre obstacle aux vérifications ou contrôles du commissaire aux comptes ou de lui refuser la communication sur place de toutes les pièces utiles à l'exercice de sa mission et notamment de tous contrats, livres, documents comptables et registres de procès verbaux.

Les dispositions du présent article visant le président, les administrateurs ou le dirigeant salarié de la mutuelle ou de l'union, régies par la présente loi du pays, sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne interposée, aura, en fait, exercé la direction, l'administration ou la gestion desdits organismes sous couvert ou aux lieu et place de leurs représentants légaux.

Profession d'infirmier en Polynésie française

Loi du pays n° 2009-2 du 28 janvier 2009 relative à la profession d'infirmier en Polynésie française ;

Art. LP. 42.— L'exercice illégal de la profession d'infirmier est puni de deux ans d'emprisonnement, sous réserve d'une homologation par la loi, et de 3 500 000 F CFP d'amende. Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

- a) L'affichage ou la diffusion de la décision prononcée, dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal ;
- b) La confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit, conformément à l'article 131-21 du code pénal ;
- c) L'interdiction définitive ou pour une durée de cinq ans au plus d'exercer la profession régie par la présente "loi du pays" ou toute autre activité professionnelle ou sociale à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise, suivant les modalités prévues par l'article 131-27 du code pénal. Le fait d'exercer cette activité malgré une décision judiciaire d'interdiction définitive ou temporaire est puni des mêmes peines.

Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal de l'infraction prévue au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- a) L'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- b) Les peines complémentaires mentionnées aux 2° à 9° de l'article 131-39 du code pénal, dans les conditions prévues aux articles 131-46 à 131-48 de ce code. L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 du code pénal porte sur la profession régie par la présente "loi du pays" ou toute autre activité professionnelle ou sociale à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise.

Art. LP. 44.— Le fait, pour les membres de la profession, de recevoir des avantages en nature ou en espèces, sous quelque forme que ce soit, d'une façon directe ou indirecte, procurés par des personnes physiques ou morales assurant des prestations, produisant ou commercialisant des produits pris en charge par les régimes de protection sociale est puni de deux ans d'emprisonnement, sous réserve d'une homologation par la loi, et de 8 900 000 F CFP d'amende.

En cas de condamnation, l'interdiction temporaire d'exercer la profession pendant une période de dix ans peut être prononcée par les cours et tribunaux accessoirement à la peine principale.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux avantages mentionnés aux deuxième et troisième alinéas de l'article LP. 39 de la présente "loi du pays".

Est puni des peines mentionnées au premier alinéa le fait, pour les personnes physiques ou morales citées dans cet alinéa, de proposer ou de procurer ces avantages aux membres de la profession d'infirmier.

Les infractions à l'article LP. 39 de la présente "loi du pays" dont les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables dans les conditions prévues au premier alinéa de cet article et selon les dispositions de l'article 121-2 du code pénal sont punies des peines suivantes :

- 1° L'amende, dans les conditions prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- 2° Les peines prévues aux 2°, 3°, 4°, 5° et 9° de l'article 131-39 du même code.

Art. LP. 45.— Le fait, pour toute personne ne remplissant pas les conditions requises pour l'exercice de la profession d'infirmier, de recevoir, en vertu d'une convention, la totalité ou une quote-part des honoraires ou des bénéfices provenant de l'activité professionnelle d'un membre de la profession est puni de deux ans d'emprisonnement, sous réserve d'une homologation par la loi, et de 8 900 000 F CFP d'amende.

En cas de condamnation, l'interdiction temporaire d'exercer la profession pendant une période de dix ans au plus peut être prononcée, à titre de peine complémentaire, par les cours ou tribunaux.

Art. LP. 46.— Est puni de deux ans d'emprisonnement, sous réserve d'une homologation par la loi, et de 8 900 000 F CFP, le fait :

- 1° Pour toute personne qui exerce la profession d'infirmier, de recevoir, sous quelque forme que ce soit, d'une façon directe ou indirecte, des intérêts ou ristournes proportionnels ou non au nombre des unités utilisées dans le cadre de l'exercice de leur profession, qu'il s'agisse de médicaments, d'appareils orthopédiques ou autres, de quelque nature qu'ils soient ;

2^a De constituer ou de faire fonctionner des sociétés dont le but manifeste est la recherche des intérêts ou ristournes définis ci-dessus, et revenant aux individus eux-mêmes ou au groupe constitué à cet effet, ainsi que l'exercice pour le même objet de la profession d'infirmier.

En cas de condamnation, l'interdiction temporaire d'exercer la profession pendant une période de dix ans au plus peut être prononcée, à titre de peine complémentaire, par les cours ou tribunaux.

Accueillants familiaux

Loi du pays n° 2009-16 du 9 octobre 2009 relative aux accueillants familiaux

Art.LP.44. - Le fait d'accueillir des personnes dans les conditions prévues par la présente «loi du pays», sans avoir déferé à la mise en demeure prévue à l'article LP 43 de la présente « loi du pays » ou après une décision de refus ou de retrait d'agrément, alors que cet hébergement est soumis aux conditions de la présente « loi du pays », est puni d'un emprisonnement de trois mois, sous réserve d'une homologation par la loi, et d'une amende de quatre cent quarante-cinq mille F CFP (445 000 F CFP).

Maîtrise de l'évolution des dépenses des produits de santé et des produits et des prestations remboursables

Loi du pays n° 2013-1 du 14 janvier 2013 relative à la maîtrise de l'évolution des dépenses des produits de santé et des produits et des prestations remboursables.

Art. LP. 58.— Le fait, pour tout prescripteur et tout pharmacien, de recevoir des avantages en nature ou en espèces, sous quelque forme que ce soit, d'une façon directe ou indirecte, procurés par des entreprises assurant des prestations, produisant ou commercialisant des produits pris en charge par les régimes de protection sociale est puni de deux ans d'emprisonnement, sous réserve d'une homologation par la loi et de 8 925 000 F CFP d'amende.

Art. LP. 59. - Est puni de 535 000 F CFP d'amende, et en cas de récidive, de six mois d'emprisonnement, sous réserve d'une homologation par la loi, et de 1 000 000 F CFP d'amende, le fait :

1. pour tout prescripteur, de recevoir; sous quelque forme que ce soit, d'une façon directe ou indirecte, des intérêts ou ristournes proportionnels ou non au nombre des unités prescrites ou vendues, qu'il s'agisse de médicaments, d'appareils orthopédiques ou autres, de quelque nature qu'ils soient ;
2. de constituer ou de faire fonctionner des sociétés dont le but manifeste est la recherche des intérêts ou ristournes définis ci-dessus, et revenant aux individus eux-mêmes ou au groupe constitué à cet effet, ainsi que l'exercice, pour le même objet, de la profession de pharmacien et de celles de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme ;
3. de vendre des médicaments sans être médecin titulaire de l'autorisation d'exercer la pro-pharmacie.

L'interdiction temporaire d'exercer la profession pendant une période de un à dix ans peut être prononcée par les cours et tribunaux accessoirement à la peine principale. Les pharmaciens co-auteurs du délit sont punis des mêmes peines.

ARRETE n° 121 CM du 30 janvier 2015 fixant le nombre de places ouvertes à l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault pour la formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier de la session 2015.

NOR : DSP1500040AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service territorial de santé publique dénommé "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1532 CM du 17 septembre 2009 portant repositionnement de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault au sein du service de la direction de la santé ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Le nombre de places ouvertes à l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault pour la formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier(ère) est fixé à trente (30) pour la session 2015.

Art. 2. — Un quota de 20 % des places mises au concours est réservé aux titulaires du diplôme d'Etat d'aide-soignant et du diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture.

Art. 3. — Lorsque la liste d'admission réservée aux aides-soignants et aux auxiliaires de puériculture n'est pas pourvue, les places vacantes sont proposées aux candidats admis sur la liste des candidats de droit commun.

Art. 4. — Un quota de 2 % est ajouté au nombre de places ouvertes au concours pour les titulaires d'un diplôme d'infirmier ou autre titre ou certificat permettant l'exercice de la profession d'infirmier obtenu en dehors d'un Etat membre

de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la principauté d'Andorre ou de la Confédération suisse.

Lorsque l'application de ce pourcentage conduit à un nombre décimal, ce nombre est arrondi au nombre entier supérieur.

Art. 5.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
ministre du budget, des finances,
de la fonction publique
des énergies, de la santé
et des solidarités,*
Nuihau LAUREY.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 41 PR du 29 janvier 2015 relatif à la révision du plan de gestion de l'espace maritime du lagon et de la façade maritime (PGEM) de l'île de Moorea, commune de Moorea-Maiao.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 410 CM du 21 octobre 2004 rendant exécutoire le plan de gestion de l'espace maritime de l'île de Moorea ;

Vu la délibération n° 133-2014 du 24 septembre 2014 prise par le conseil municipal de la commune pour demander le lancement des études relatives à la révision,

Arrête :

Article 1er.— Est ordonné la révision du plan de gestion de l'espace maritime du lagon et de la façade maritime (PGEM) de l'île de Moorea qui dépend de la commune de Moorea-Maiao.

Art. 2.— La direction de l'environnement, la direction des ressources marines et minières et le service de l'urbanisme sont chargés conjointement de l'étude et de l'élaboration des documents du PGEM de l'île de Moorea.

Art. 3.— Une enquête monographique préalable est ouverte à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Toute personne physique ou morale ou tout organisme intéressé est invité dans un délai de 30 jours à compter de la publication du présent arrêté à faire connaître par écrit, au service de l'urbanisme ou à la mairie de Moorea-Maiao, toute suggestion ou documentation jugée utile ou nécessaire dans l'élaboration des documents du PGEM de l'île de Moorea.

Les services administratifs sont tenus de mettre à la disposition de la mairie, des services du pays, les documents intéressants le lagon ou la façade maritime attenante à l'île de Moorea et de fournir le cas échéant, l'exposé écrit de leurs besoins actuels et futurs.

Art. 4.— Les modalités d'élaboration et d'approbation du PGEM de l'île de Moorea, située dans la commune de Moorea-Maiao, sont celles définies par le livre Ier, titre 3, chapitre 3 du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 5.— Les mesures de sauvegarde applicables sont celles prévues au livre Ier, titre 1er, chapitre 2 du code de l'aménagement, et ce à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6.— Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 43 PR du 29 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 modifié relatif au transfert d'une licence d'exploitation d'un établissement pharmaceutique et à sa gérance et portant enregistrement de la déclaration d'activité de M. Benoît Ducroux docteur en pharmacie, en qualité de pharmacien responsable.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2003-149 APF du 9 septembre 2003 modifiée relative au conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 9 mai 1989 modifié portant application de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 658 CM du 13 juin 1990 relatif aux demandes d'autorisation d'ouverture des établissements de préparation, de vente en gros ou de distribution en gros de produits pharmaceutiques et demandes de modifications concernant ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 7510 AA du 22 septembre 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-107 du 29 août 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 relatif au transfert d'une licence d'exploitation d'un établissement pharmaceutique et à sa gérance ;

Vu l'arrêté n° 140 PR du 21 février 1986 autorisant les établissements Tahitipharm à exploiter un entrepôt de produits pharmaceutiques avec un local de produits inflammables dans la commune de Faaa : installation de la 1^{re} classe des établissements classés ;

Vu l'arrêté n° 465 CM du 14 avril 1986 autorisant le transfert de l'office d'importation et de diffusion pharmaceutiques Tahitipharm SA du PK 2,400, côté montagne à Auae-Faa'a au PK 5, côté mer à Faaa (licence n° 40) ;

Vu la demande d'enregistrement de la déclaration d'activité de M. Benoît Ducroux, en qualité de pharmacien responsable de la société Tahiti Pharm et de l'établissement pharmaceutique, et de distribution en gros de médicaments vétérinaires, en date du 18 décembre 2014 ;

Vu l'avis du président du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en date du 30 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 modifié susvisé est ainsi rédigé :

"Est enregistrée la déclaration d'activité de M. Benoît Ducroux, docteur en pharmacie, directeur général de la société Tahiti Pharm, en qualité de pharmacien responsable de ladite société et de l'établissement pharmaceutique, sis à Faa'a, au PK 5, côté mer, sous réserve de l'inscription définitive au tableau du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en qualité de pharmacien responsable dudit établissement".

Art. 2.— L'arrêté n° 1218 PR du 19 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 modifié relatif au transfert d'une licence d'exploitation d'un établissement pharmaceutique et à sa gérance et portant enregistrement de la déclaration d'activité de M. Jérôme Caujolle, docteur en pharmacie, en qualité de pharmacien responsable est abrogé.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
ministre du budget, des finances,
de la fonction publique
des énergies, de la santé
et des solidarités,
Nuihau LAUREY.*

ARRETE n° 44 PR du 29 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 83 PR du 8 février 2012 portant autorisation de distribution en gros de médicaments vétérinaires à la société Tahiti Pharm.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2003-149 APF du 9 septembre 2003 relative au conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 9 mai 1989 portant application de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 89-114 AT du 12 octobre 1989 relative à la pharmacie vétérinaire ;

Vu la délibération n° 80-107 AT du 29 août 1980 fixant les conditions d'importation des médicaments en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7510 AA du 22 septembre 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-107 du 29 août 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 relatif au transfert d'une licence d'exploitation d'un établissement pharmaceutique et à sa gérance ;

Vu l'arrêté n° 140 PR du 21 février 1986 autorisant les établissements Tahitipharm à exploiter un entrepôt de produits pharmaceutiques avec un local de produits inflammables dans la commune de Faa'a : installation de la 1^{re} classe des établissements classés ;

Vu l'arrêté n° 465 CM du 14 avril 1986 autorisant le transfert de l'office d'importation et de diffusion pharmaceutiques Tahiti Pharm SA du PK 2,400, côté montagne à Auae-Faa'a au PK 5, côté mer à Faa'a (licence n° 40) ;

Vu l'arrêté n° 83 PR du 8 février 2012 portant autorisation de distribution en gros de médicaments vétérinaires à la société Tahiti Pharm ;

Vu la demande d'enregistrement de la déclaration d'activité de M. Benoît Ducroux, en qualité de pharmacien responsable de la société Tahiti Pharm et de l'établissement pharmaceutique, et de distribution en gros de médicaments vétérinaires, en date du 18 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 43 PR du 29 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 modifié relatif au transfert d'une licence d'exploitation d'un établissement pharmaceutique et à sa gérance et portant enregistrement de la déclaration d'activité de M. Benoît Ducroux docteur en pharmacie, en qualité de pharmacien responsable ;

Vu l'avis du président du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en date du 30 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — L'article 3 de l'arrêté n° 83 PR du 8 février 2012 susvisé est ainsi rédigé :

"M. Benoît Ducroux, docteur en pharmacie, directeur général de la société Tahiti Pharm, est le pharmacien responsable de la distribution en gros des médicaments vétérinaires. Toute modification doit être portée à la connaissance de la direction de la santé."

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
ministre du budget, des finances,
de la fonction publique
des énergies, de la santé
et des solidarités,
Nuihau LAUREY.*

ARRETE n° 46 PR du 30 janvier 2015 portant enregistrement de la déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie dénommée "Pharmacie Atuona", sise dans la commune de Hiva Oa, à Atuona, à M. Charly Lesouef, docteur en pharmacie (exploitation n° 1-2015).

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 556 CM du 23 avril 2002 modifié relatif au dossier justificatif à produire pour une demande de création, de transfert ou d'exploitation d'une officine de pharmacie ;

Vu la délibération n° 2003-149 APF du 9 septembre 2003 modifiée relative au conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 625 PR du 29 septembre 2004 portant autorisation de création et d'exploitation d'une officine de pharmacie, sise à Hiva Oa, Atuona, à Mme Odile Espagnac-Larruchelle épouse Guyot, pharmacien (autorisation n° 62, exploitation n° 8-2004) ;

Vu la demande d'enregistrement d'exploitation du 23 septembre 2014 de l'officine de pharmacie ouverte au public dénommée "Pharmacie Atuona", sise dans la commune de Hiva Oa, à Atuona, formulée par M. Charly Lesouef, docteur en pharmacie ;

Vu l'avis du président du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en date du 6 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Sous réserve de la réalisation des conditions posées à l'alinéa suivant, est enregistrée sous le n° 1-2015 l'exploitation de l'officine de pharmacie ouverte au public dénommée "Pharmacie Atuona", sise dans la commune de Hiva Oa, à Atuona, par M. Charly Lesouef, docteur en pharmacie.

Préalablement à tout début d'exploitation par M. Charly Lesouef, docteur en pharmacie, les documents suivants doivent être transmis au ministère chargé de la santé, direction de la santé :

- l'acte de transfert de propriété ;
- la déclaration de la date effective de début d'exploitation ;
- l'inscription définitive au tableau du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en qualité de pharmacien titulaire de ladite officine.

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
ministre du budget, des finances,
de la fonction publique
des énergies, de la santé
et des solidarités,
Nuihau LAUREY.*

VICE-PRESIDENCE

ARRETE n° 737 VP/DSP du 30 janvier 2015 portant composition de la commission d'attribution des crédits de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault pour l'année scolaire 2014-2015.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommée "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1532 CM du 17 septembre 2009 modifié portant repositionnement de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault au sein du service de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 11593 CM du 12 novembre 2014 portant nomination de M. François Laudon en qualité de directeur de la santé ;

Vu l'arrêté n° 10251 VP du 21 novembre 2014 portant délégation de signature à M. François Laudon, directeur de la santé ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat d'infirmier et notamment son article 59,

Arrête :

Article 1er.— La composition de la commission d'attribution des crédits de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault est fixée comme suit :

La directrice par intérim de l'IFPS, *présidente* :

- Mme Isaline Teuru-Voirin.

Représentants des cadres formateurs :

- Mme Victorine Peu, *titulaire* ;
- Mme Geneviève Thorel, *titulaire* ;
- Mme Pierrette Touret, *titulaire* ;
- M. Georges Canova, *suppléant* ;
- Mme Sylvie Tomas, *suppléante* ;
- Mme Isaline Teuru-Voirin, *suppléante*.

Représentants des tuteurs de stage :

- Mme Joëlle Teariki, *titulaire* ;
- Mme Katia Beltzer, *titulaire* ;
- Mme Christine Utia, *titulaire*.

Représentants de l'enseignement universitaire :

- Mme Nelly Schmitt, *titulaire*.

Art. 2.— Le directeur de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2015.

Pour le vice-président

et par délégation :

Le directeur de la santé,
François LAUDON.

MINISTRE DE LA RELANCE ECONOMIQUE, DU TOURISME ET DES TRANSPORTS AERIENS INTERNATIONAUX, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES ENTREPRISES

ARRETE n° 730 MRE du 30 janvier 2015 relatif à l'habilitation de M. Simon Dufour en qualité d'agent spécial de la société Great Lakes Reinsurance PLC.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances ;

Vu la demande d'habilitation de M. Simon Dufour du 22 juillet 2014 complétée le 6 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— M. Simon Dufour est habilité en qualité d'agent spécial d'assurance de la société Great Lakes Reinsurance PLC en vue de pratiquer en Polynésie française les opérations d'assurance suivantes définies à l'article R. 321-1 du code des assurances :

- 1° Accidents ;
- 2° Maladie ;
- 3° Corps de véhicules terrestres ;

- 4° Corps de véhicules ferroviaires ;
- 5° Corps de véhicules aériens ;
- 6° Corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux ;
- 7° Marchandises transportées ;
- 8° Incendie et éléments naturels ;
- 9° Autres dommages aux biens ;
- 11° Responsabilité civile véhicules aériens ;
- 12° Responsabilité civile véhicule maritimes, lacustres et fluviaux ;
- 13° Responsabilité civile générale ;
- 14° Crédit ;
- 15° Caution ;
- 16° Pertes pécuniaires diverses ;
- 17° Protection juridique ;
- 18° Assistance.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2015.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 731 MRE du 30 janvier 2015 relatif à l'habilitation de M. Stéphane Glavinaz en qualité d'agent spécial de la société Natixis Life SA.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances ;

Vu la demande d'habilitation de M. Stéphane Glavinaz du 25 août 2014 complétée le 22 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — M. Stéphane Glavinaz est habilité en qualité d'agent spécial d'assurance de la société Natixis Life SA en vue de pratiquer en Polynésie française les opérations d'assurance suivantes définies à l'article R. 321-1 du code des assurances :

- 20° Vie-Décès ;
- 22° Assurances liées à des fonds d'investissement ;
- 24° Capitalisation.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2015.
Jean-Christophe BOUISSOU.

**MINISTRE DU DEVELOPPEMENT
DES ACTIVITES DU SECTEUR PRIMAIRE**

ARRETE n° 692 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Wendy Teroro Edwin sis à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 290).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Apataki en date du 10 janvier 2014 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mlle Wendy Teroro Edwin en date du 12 février 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mlle Wendy Teroro Edwin aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Apataki, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de Mlle Wendy Teroro Edwin, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 693 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Irianu David Edwin sis à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 291).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Apataki en date du 24 janvier 2014 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Irianu David Edwin en date du 12 février 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Irianu David Edwin aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Apataki, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Irianu David Edwin, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 694 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Iakimo Joackime Metua sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 120).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du 4e adjoint au maire de la commune de Makemo du 11 octobre 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Iakimo Joackime Metua en date du 12 octobre 2013 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 13 novembre 2013,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Iakimo Joackime Metua aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takume, commune de Makemo.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Iakimo Joackime Metua, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 695 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Marcel Thierry Alexandre Tavi Tuhiva-Ford sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 46).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Takume en date du 20 décembre 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Marcel Thierry Alexandre Tavi Tuhiva-Ford en date du 23 décembre 2013 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Marcel Thierry Alexandre Tavi Tuhiva-Ford aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takume, commune de Makemo.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Marcel Thierry Alexandre Tavi Tuhiva-Ford, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période

de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.

Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 696 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Herenui Wendy Ohiti sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 88).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du 4e adjoint au maire de la commune de Makemo en date du 27 septembre 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mlle Herenui Wendy Ohiti en date du 20 novembre 2013 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mlle Herenui Wendy Ohiti aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takume, commune de Makemo.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de Mlle Herenui Wendy Ohiti, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 697 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Noe Noa Maheahea sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 289).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Takapoto en date du 28 novembre 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Noe Noa Maheahea en date du 29 janvier 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Noe Noa Maheahea aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Noe Noa Maheahea, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de

cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 698 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Adam Turatahi Maheahea sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 290).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Takapoto en date du 28 novembre 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Adam Turatahi Maheahea en date du 29 janvier 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Adam Turatahi Maheahea aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Adam Turatahi Maheahea, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 699 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Andrew Iotefa Jean-Descieux Maheahea sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 291).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Takapoto en date du 28 novembre 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Andrew Iotefa Jean-Descieux Maheahea en date du 29 janvier 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Andrew Iotefa Jean-Descieux Maheahea aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Andrew Iotefa Jean-Descieux Maheahea, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 700 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Glenda Mahatia sis à Takapoto, commune de Takaroa (Exploitant n° 293).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Takapoto en date du 20 janvier 2014 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mlle Glenda Mahatia en date du 3 février 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mlle Glenda Mahatia aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 5 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *dix mille francs CFP* (10 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 5 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 10 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de Mlle Glenda Mahatia, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 701 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Liz Tevahine Johnston sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 279).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du 2e adjoint au maire de la commune de Takapoto du 27 mai 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mlle Liz Tevahine Johnston en date du 31 mai 2013 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 17 juin 2013,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mlle Liz Tevahine Johnston aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de Mlle Liz Tevahine Johnston, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 702 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Serge Tumatau Lacour sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 34).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Takapoto en date du 13 février 2014 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Serge Tumatau Lacour en date du 17 février 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Serge Tumatau Lacour aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Serge Tumatau Lacour, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 703 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Eugène Sanford sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 292).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Takapoto en date du 28 novembre 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Eugène Sanford en date du 31 janvier 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Eugène Sanford aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Eugène Sanford, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 704 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Marie-Thérèse Mahaa sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 355).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 18 octobre 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mlle Marie-Thérèse Mahaa en date du 13 décembre 2013 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mlle Marie-Thérèse Mahaa aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordée, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de Mlle Marie-Thérèse Mahaa, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.

Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 705 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Mirella Paeamara épouse Tuuhia sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 364).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 29 novembre 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mme Mirella Paeamara épouse Tuuhia en date du 4 février 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mme Mirella Paeamara épouse Tuuhia aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de Mme Mirella Paeamara épouse Tuuhia, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 706 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Thierry Tuuhia sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 365).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 16 décembre 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Thierry Tuuhia en date du 4 février 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Thierry Tuuhia aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Thierry Tuuhia, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 707 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Augustin Urarii sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 357).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du

gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 21 octobre 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Augustin Urarii en date du 13 décembre 2013 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Augustin Urarii aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Augustin Urarii, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.

Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 708 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Ravahei Jennifer Kahaia Tchang sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 354).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des

activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'accord de réduction d'intervalle réglementaire entre Mme Berthe Teakarotu épouse Tchang, M. Thomas Esen et Mme Marie-Louise Devaux du 29 septembre 2003 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 8 novembre 2013 ;

Vu l'acte de décès de Mme Berthe Teakarotu épouse Tchang en date du 16 janvier 2013 ;

Vu la demande de reprise de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime accordée à Mme Berthe Teakarotu épouse Tchang, formulée par Mlle Ravahei Jennifer Kahaia Tchang en date du 22 novembre 2013 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de Mlle Ravahei Jennifer Kahaia Tchang, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 5 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 8,99 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de papeete, est fixée à *cent cinquante-six mille huit cent cinquante francs CFP* (156 850 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 5 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 10 000 F CFP ;
- sur la base de 8,99 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 134 850 F CFP ;
- sur la base de 60 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 16 janvier 2013.

Art. 4. — Sont autorisées au profit de Mlle Ravahei Jennifer Kahaia Tchang, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'arrêté n° 2881 MRM du 14 mai 2010 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Berthe Teakarotu épouse Tchang sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 192), est abrogé à compter du 15 janvier 2013.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.

Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 709 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Joseph Teakai Teakarotu sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 353).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 31 janvier 2013 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Joseph Teakai Teakarotu en date du 7 novembre 2013 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 18 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Joseph Teakai Teakarotu aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Joseph Teakai Teakarotu, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 717 MDA du 29 janvier 2015 fixant la liste des stagiaires de la 22e et 23e promotion ayant suivi avec succès les formations à la perliculture et/ou à la greffe dispensées par le Centre des métiers de la nacre et de la perliculture.

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 1381 CM du 09 octobre 2014 portant nomination de M. Arsène Stein en qualité de directeur des ressources marines et minières, à compter du 15 octobre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 9301 MDA du 24 octobre 2014 modifié portant délégation de signature du ministre du développement des activités du secteur primaire à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 612 CM du 30 mai 1990 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement et le programme de formation au Centre des métiers de la nacre et de la perliculture ;

Vu l'avis du conseil d'enseignement et de sélection du mardi 8 juillet 2014,

Arrête :

Article 1er. — Les stagiaires de la 22e promotion nommés ci-dessous ont suivi avec succès la formation "perfectionnement à la greffe" 2014, dispensée par le Centre des métiers de la nacre et de la perliculture.

Il s'agit de : Heimata Tavanae, Patrick Tavanae, Vahinearii Horoi, Madeleine Hoara.

Art. 2. — Les stagiaires de la 23e promotion nommés ci-dessous ont suivi avec succès la formation "perliculture" 2013-2014, dispensée par le Centre des métiers de la nacre et de la perliculture.

Il s'agit de : Médéric Brun, Charley Hora, Nehemia Iro, Tevahine Manua, Moana Taaroa, Terevaura Taputuarai, Heimaire Tautu, Poroia Tiatoua, Mauri Wan.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 736 MDA/DRMM du 30 janvier 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Henning Teva Pedersen, à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 285).

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 1381 CM du 9 octobre 2014 portant nomination de M. Arsène Stein, en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 9301 MDA du 24 octobre 2014 modifié portant délégation de signature du ministre du développement des activités du secteur primaire à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002, réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1972 CM du 23 décembre 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6747 MRM du 7 septembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Henning Teva Pedersen sis aux Gambier ;

Vu la demande d'agrément de M. Henning Teva Pedersen du 22 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er.— À compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé, à échéance du 19 septembre 2017 à M. Henning Teva Pedersen, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles aux Gambier.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 400 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisé chaque année.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des ressources
marines et minières,*
Arsène STEIN.

ARRETE n° 791 MDA du 2 février 2015 portant autorisation de création d'un élevage à 24 000 poules pondeuses sur l'île de Tahiti (commune de Teva I Uta, Papeari) à la SCA Teva Farms.

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu la délibération n° 2000-40 APF du 30 mars 2000 réglementant la création ou l'extension d'élevage de poules pondeuses en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 739 CM du 29 mai 2000 fixant les règles de fonctionnement de la commission pour la création ou l'extension d'élevage de poules pondeuses ;

Vu la demande de création d'élevage de poules pondeuses la demande de la SCA Teva Farms représentée par M. Alain Sangue reçue le 1er décembre 2014 ;

Vu les statuts de la SCA Teva Farms enregistrés à Papeete le 6 octobre 2008 ;

Vu la situation au répertoire des entreprises de la SCA Teva Farms en date du 13 janvier 2011 ;

Vu l'arrêté n° 38 MTE/ENV du 2 janvier 2014 autorisant la SCA Teva Farms à installer et exploiter dans la commune de Teva I Uta, les équipements d'un élevage de poules pondeuses (établissement de 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement) ;

Vu le bail de location relatif à la parcelle à détacher de la terre domaniale dénommée "Domaine Brown" cadastrée section DH, n° 25 d'une superficie de 2 hectares 53 ares 56 centiares, sise à Papeari commune de Teva I Uta, signé le 1er mars 2012 ;

Vu l'arrêté n° 1555 MAA du 22 février 2012 autorisant la location d'une parcelle à détacher de la terre domaniale dénommée "Domaine Brown" cadastrée section DH, n° 25 sise à Papeari commune associée de Teva I Uta d'une superficie de 2 hectares 53 ares 56 centiares ;

Vu l'avis de la commission pour la création et l'extension des élevages de poules pondeuses du jeudi 30 janvier 2014,

Arrête :

Article 1er.— La société civile agricole Teva Farms (mandataire M. Alain Sangue) est autorisée à créer un élevage de 24 000 poules pondeuses sur l'île de Tahiti (archipel des îles du Vent) commune de Teva I Uta, Papeari.

Art. 2.— Cette autorisation n'est ni cessible ni transmissible, sauf déclaration préalable auprès de l'administration. Elle deviendra caduque si les travaux n'ont pas commencé dans le délai d'un an ou si l'exploitation n'a pas commencé dans un délai de deux ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 février 2015.
Frédéric RIVETA.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE LA RÉNOVATION URBAINE,
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DU DOMAINE**

ARRÊTÉ n° 711 MLV du 29 janvier 2015 modifiant l'arrêté n° 2008 CM du 9 décembre 2011 autorisant la location d'une parcelle à détacher de la terre Sans nom, cadastrée commune de Fakarava, section CO n° 1, d'une superficie de 20 000 mètres carrés, au profit de M. Matthieu Raffaelli.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2008 CM du 9 décembre 2011 autorisant la location d'une parcelle à détacher de la terre Sans nom, cadastrée commune de Fakarava, section CO n° 1, d'une superficie de 20 000 mètres carrés, au profit de M. Matthieu Raffaelli ;

Vu le bail du 20 avril 2012 conclu entre la Polynésie française et M. Matthieu Raffaelli ;

Vu la lettre de demande de M. Matthieu Raffaelli en date du 25 février 2013 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 18 mars 2014 ;

Vu l'acceptation de M. Matthieu Raffaelli en date du 2 juin 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 2008 CM du 9 décembre 2011 susvisé est rédigé comme suit :

“La location d'une parcelle de 2 hectares à détacher de la terre Sans nom, cadastrée commune de Fakarava, section CO n° 1, qui accuse une superficie totale de 14 hectares 84 ares 12 centiares, est autorisée au profit de M. Matthieu Raffaelli, dont 7 420 mètres carrés à des fins d'assise foncière pour l'exploitation d'une pension de famille et le surplus restant à des fins de régénération de la cocoteraie, de coprahculture et agrumiculture.”

Art. 2.— Un article 2 *bis*, rédigé comme suit, est ajouté à la suite de l'article 2 de l'arrêté n° 2008 CM du 9 décembre 2011 susvisé :

“Compte tenu du changement de la destination de la location, le loyer annuel est réévalué à *cent vingt-trois mille huit cent quatre-vingts francs CFP* (123 880 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini) à compter de la signature de l'avenant au bail du 20 avril 2012 formalisant cette modification.”

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités, le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, le ministre du développement des activités du secteur primaire et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2015.

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,*
Frédéric RIVETA.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

ARRETE n° 739 MJS du 30 janvier 2015 portant attribution de l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française.

Le ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 684 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 2009-40 APF du 23 juillet 2009 relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les établissements qui organisent la pratique de la randonnée aquatique dite "snorkeling" ;

Vu la délibération n° 2009-41 APF du 23 juillet 2009 portant création de l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1623 CM du 23 septembre 2009 relatif à l'organisation et aux conditions de préparation et de délivrance de l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9499 MJS du 29 octobre 2014 portant composition du jury des sessions de formation menant à l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française, organisées par l'organisme de formation "Proform sécurité" ;

Vu le procès-verbal de la délibération du jury du mardi 27 janvier 2015 relative à la formation menant l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française organisée les 15 et 16 janvier 2015 à Tahiti par l'organisme de formation "Proform sécurité",

Arrête :

Article 1er.— L'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française est attribuée à :

- N° 01/2015/ACPASRA, M. Romain Pierre Calmels, né le 9 janvier 1986 à Papeete, Tahiti ;

- N° 02/2015/ACPASRA M. Jean-Luc Ueva Haapa Teihotaata, né le 2 mai 1975 à Uturoa, Raiatea ;
- N° 03/2015/ACPASRA M. William Faremata Harrys, né le 31 janvier 1994 à Afareaitu, Moorea ;
- N° 04/2015/ACPASRA Mme Evaline Maheata Tauru épouse Parizot, née le 28 janvier 1962 à Papeete, Tahiti ;
- N° 05/2015/ACPASRA, M. Patrick Roger Parizot, né le 17 décembre 1955 à Casablanca, Maroc ;
- N° 06/2015/ACPASRA, M. Julien Penaranda, né le 28 novembre 1990 à Pau, France ;
- N° 07/2015/ACPASRA Mme Heidi Edna Teupoorautoa, née le 4 avril 1980 à Papeete, Tahiti.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2015.
René TEMEHARO.

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME, DES TRANSPORTS INTERIEURS ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 790 MET.AU du 2 février 2015 portant approbation du dossier relatif aux 10 lots du lotissement Manaura sis à Papara.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 1933 CM du 18 décembre 2014 portant nomination de M. Bernard Amigues en qualité de chef du service de l'urbanisme par intérim ;

Vu l'arrêté n° 186 MET du 7 janvier 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef du service de l'urbanisme par intérim, et à certains de ses agents ;

Vu l'arrêté n° 187 MET du 7 janvier 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef du service de l'urbanisme par intérim, en matière de travaux immobiliers ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié relatifs à la mise

en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 8030 MET.AU du 26 août 2014, autorisant M. et Mme Didier et Philomène Richmond pour le compte de la SCI Manuura promoteur à réaliser un lotissement de 10 lots, dénommé "lotissement Manuura" sur une parcelle du lot 3 de la propriété John Chave dite aussi terre Haamaunino, parcelle cadastrée n° 42 section AY, sise dans la commune de Papara ;

Vu le dossier de demande de certificat de conformité déposé le 30 décembre 2014 ;

Vu l'attestation en date du 8 octobre 2014 du chef de corps du service incendie et des secours de la commune de Papara concernant les caractéristiques normaux (DN 100) du poteau d'incendie ;

Vu la réception des infrastructures de télécommunications (génie civil) en date du 11 décembre 2014 ;

Vu la réception des infrastructures de télécommunications (câblage) en date du 11 décembre 2014 ;

Vu le cahier des charges du lotissement "Manuura" déposé le 30 décembre 2014 ;

Vu l'avis de la direction de la santé en date du 27 janvier 2015 ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme par intérim en date du 28 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvé le dossier du lotissement "Manuura" relatif aux 10 lots sis à Papara et enregistré au service de l'urbanisme (section "urbanisme, opérationnel et construction) en date du 30 décembre 2014 sous le n° IDV-2013-576 et L/2013-02 et composé comme suit :

- plan de délimitation "avec indication des VRD) ;
- extrait de plan, cadastral, en date du 26 décembre 2014 (parcelles n° 41 à 43, section AY) ;
- fiche de mutation de la parcelle cadastrée n° 42, section AY ;
- document d'arpentage n° 3400462 du 6 novembre 2014 ;
- règlement de construction du lotissement.

Art. 2. — Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Papara ;
- du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

Art. 3. — Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 février 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le chef du service
de l'urbanisme par intérim,*
Bernard AMIGUES.

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

AVIS n° 17 du 21 janvier 2015 sur le projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française.

Saisine du Président de la Polynésie française,

Rapporteuses : Mmes Terainui Hamblin-Ellacott et Stéphanie Tuohé

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine n° 7682 PR du 19 décembre 2014 du Président de la Polynésie française reçue le 22 décembre 2014, sollicitant l'avis du CESC sur un projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la décision du bureau réuni le 22 décembre 2014 ;

Vu le projet d'avis de la commission "Aménagement" en date du lundi 19 janvier 2015 ;

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du 21 janvier 2015, l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET DE LA SAISINE

La présente saisine, soumise à l'avis du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française (CESC), a pour objet un projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française.

II - CONTEXTE ET ENJEUX

L'article 47 de la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie fixe les grands principes de la composition du domaine public relevant de la compétence de la Polynésie française. La gestion du domaine public maritime fait partie de la compétence du pays.

La délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 constitue, actuellement, le principal cadre en matière de composition et d'administration du domaine public en Polynésie française. Au sein de ces dispositions, les principes généraux de la domanialité publique sont repris.

Ainsi, il est prévu que toute construction ou utilisation privative du domaine public nécessite l'obtention d'un titre d'occupation domaniale qui est délivré à titre personnel, précaire et révocable à tout moment si l'intérêt du domaine ou l'intérêt général le justifie⁽¹⁾. Cette occupation se fait moyennant le paiement d'une redevance domaniale.

L'article 3 de cette délibération précise que font partie du domaine public artificiel les "aménagement de littoral

réalisés sur le domaine public maritime, notamment (...) les remblais”.

Toute une partie de cette réglementation⁽²⁾ est consacrée aux demandes d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime dites “à charge de remblai”. Aux termes de l'article 35 de la délibération de 2004, “le riverain⁽³⁾ du domaine public peut être autorisé par l'autorité compétente à occuper une portion du domaine public, à charge pour lui d'exécuter les travaux nécessaires de remblai destinés à soustraire la portion du domaine public à l'action de la mer”.

L'article 39 de cette délibération prévoit en outre la possibilité pour les remblais d'être déclassés aux fins d'aliénation. Cette aliénation n'est possible qu'au profit des particuliers et établissements ayant une activité économique à caractère permanent, occupant le domaine public à titre régulier (autorisation préalable, être à jour du paiement des redevances, avoir satisfait aux obligations de l'autorisation).

Le fait d'occuper le domaine public, et principalement le domaine public maritime, pour la réalisation d'un remblai constitue une pratique courante en Polynésie française et ce, depuis quelques décennies. Plusieurs raisons expliquent ces utilisations du domaine public. La réalisation de la route de ceinture sur les îles hautes constitue l'une des causes, ces travaux ayant eu des conséquences diverses sur les propriétés situées en bord de mer.

A partir des années 50, se sont développées les concessions dites définitives. Ces actes, fréquents sur l'île de Tahiti aux abords de la ville de Papeete et dans certaines îles Sous-le-Vent, consistaient en l'aliénation amiable, au profit de personnes privées, de portions du domaine public maritime sous condition de réalisation des travaux d'endiguage et de remblaiement effectués par les titulaires. Ces concessions opéraient un transfert de propriété.

Dans les faits, selon la direction des affaires foncières, près de 700 remblais sont aujourd'hui recensés par l'administration sur l'ensemble de la Polynésie française, et essentiellement aux îles Sous-le-Vent. Sur l'ensemble de ces remblais, seule la moitié dispose d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

Le reste de ces occupations sont irrégulières. Selon l'exposé des motifs “ces occupations sans titre concernent les personnes ayant réalisé un remblai sans autorisation préalable, ou qui ayant obtenu une autorisation d'occupation dans le passé, n'en ont pas sollicité le renouvellement”.

Cet exposé explique par ailleurs qu'une grande majorité des usagers ont mis en œuvre “des constructions destinées à conforter ou agrandir leurs habitations” il y a de nombreuses années, les personnes concernées étant très souvent propriétaires des fonds attenants⁽⁴⁾ à ces remblais.

Aussi se pose, aujourd'hui, le problème de leur délogement et de la remise en état des lieux.

Afin de “pouvoir régler ces situations”, le gouvernement propose d'offrir, dans un premier temps, la possibilité aux occupants irréguliers du domaine public de solliciter l'acquisition de l'emprise occupée, après déclassement⁽⁵⁾. Cette proposition, dont le dispositif est limité dans le temps, se traduit par l'introduction d'un article 39-1 au sein de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004.

Dans ce cadre, le pays prévoit l'obligation, pour ces demandeurs de s'acquitter au préalable de toutes les indemnités dues au titre de l'occupation irrégulière du domaine public. Il propose à cet effet que cette indemnité, prévue à l'article 14 de la délibération soit majorée de 100 %. Cette majoration vise à tenir compte du fait que l'occupation a été irrégulière et à maintenir au profit des occupants dûment autorisés un régime plus favorable.

L'exposé des motifs précise que “s'agissant des personnes qui ne souhaiteraient pas bénéficier de ce dispositif, ou ne seraient pas en mesure de le faire, les poursuites engagées à leur encontre seront maintenues et elles seront invitées à libérer les emprises occupées illégalement”.

Enfin, le gouvernement propose d'assouplir les conditions posées par l'actuel article 39 de la délibération de 2004 applicables en matière de déclassement de remblais aux fins d'aliénation au profit des occupants dits “réguliers” du domaine public en permettant notamment aux associations d'accéder à la propriété des remblais.

III - OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

Le projet de loi du pays appelle de la part du CESC les observations et recommandations qui suivent :

1 - L'assouplissement des dispositions de déclassement de remblais aux fins d'aliénation au profit des occupants réguliers

En l'état actuel de l'article 39 de la délibération de 2004, les remblais peuvent être déclassés aux fins d'aliénation.

Cette aliénation n'est possible qu'au profit des particuliers et établissements ayant une activité économique à caractère permanent, occupant le domaine public déclassé et remplissant les conditions cumulatives suivantes :

- occupants ayant leur résidence principale, pour les particuliers, ou activité principale, pour les établissements, sur le remblai concédé, ou sur le fond attenant ;
- occupants ayant un titre régulier depuis 10 ans au moins ;
- occupants à jour dans le paiement de leurs redevances ;
- occupants ayant satisfait aux obligations mises à leur charge au titre de l'autorisation.

Il est précisé que la servitude de trois mètres de largeur en front de mer grevant l'occupation fait partie du domaine public et ne peut être déclassée, ni aliénée.

La valeur du remblai déclassé est fixée conformément à la réglementation en vigueur relative à l'aliénation des biens immobiliers du domaine privé de la Polynésie française⁽⁶⁾.

Au regard du nouvel article 39 qui lui est soumis, le CESC note que le gouvernement propose :

- de supprimer, pour les particuliers, la condition de résidence principale sur le remblai concédé ou sur le fond attenant ;
- d'élargir aux associations à but non lucratif la possibilité de solliciter le bénéfice du déclassement aux fins d'aliénations ;
- et de ramener le délai d'occupation à 5 ans, les autorisations étant généralement consenties pour 9 ans, la condition actuelle de durée de 10 ans est rarement satisfaite.

Le CESC accueille favorablement le principe d'offrir à des associations la possibilité d'accéder à la propriété de ces remblais qui accueillent leur structure de fonctionnement (paroisses, salles omnisports etc.) depuis de nombreuses années déjà.

En revanche, le CESC s'interroge sur les mesures de contrôle et de gestion qui seront mises en œuvre concernant la servitude des 3 mètres de largeur en front de mer grevant les remblais, servitude qui est maintenue dans le domaine public du pays.

Le CESC préconise à cet effet que l'administration s'assure, dans le cadre d'un contrôle strict, que le nouveau propriétaire respecte le périmètre de cette servitude, cette dernière étant destinée à l'usage du public. Le dossier d'instruction de la vente pourrait par exemple prévoir que l'acquéreur fournisse tous moyens de preuve que la servitude est respectée (constat d'huissier, photos etc.).

Le CESC invite le pays à prévoir dans le projet de loi du pays, concernant les occupants en situation régulière, une politique d'incitation visant à l'acquisition des remblais dans des conditions plus favorables comprenant notamment des facilités de paiement. Cette politique d'incitation doit être basée sur une évaluation tenant compte de l'occupation des lieux par l'acquéreur depuis de nombreuses années.

2 - L'insertion d'une disposition dérogatoire, limitée dans le temps, au profit des occupants irréguliers

Un régime dérogatoire est créé par l'introduction d'un article 39-1 qui prévoit la possibilité pour les personnes ayant occupé, sans titre, un remblai depuis au moins 5 ans (délai équivalent à celui fixé par le nouvel article 39), de solliciter le bénéfice de la cession après déclassement du bien.

Ce régime dérogatoire est limité dans le temps, les candidats à l'acquisition doivent formuler leur demande dans un délai fixé par un arrêté pris en conseil des ministres, délai qui ne peut excéder 24 mois.

Les demandeurs sont tenus de s'acquitter au préalable de toutes les indemnités dues au titre de l'occupation irrégulière.

En effet, la règle générale⁽⁷⁾ veut que l'occupant en situation irrégulière puisse se voir réclamer, indépendamment de l'amende dont il est susceptible de faire l'objet pour contravention de grande voirie, une indemnité correspondant au montant des redevances qui auraient été exigées d'un occupant régulier. Ce principe est actuellement consacré à l'article 14 de la délibération de 2004.

Afin de tenir compte du fait que l'occupation a été irrégulière et de maintenir un régime plus favorable au profit des occupants en règle, le législateur propose que cette indemnité soit majorée de 100 %.

Concernant cette majoration, le CESC attire l'attention du pays sur les spécificités de certains archipels comme les Tuamotu plus vulnérables. De manière plus générale, une étude au cas par cas doit être privilégiée au regard de ces particularités géographiques et des cas de force majeure.

Le CESC estime que le déclassement du domaine public en vue d'une aliénation ne doit pas s'effectuer de manière automatique en particulier pour les cas irréguliers, l'examen

des demandes devant s'effectuer au regard de critères notamment environnementaux.

Il convient de rappeler que l'exposé des motifs du projet de texte précise que "s'agissant des personnes qui ne souhaiteraient pas bénéficier de ce dispositif, ou ne seraient pas en mesure de le faire, les poursuites engagées à leur encontre seront maintenues et elles seront invitées à libérer les emprises occupées illégalement".

Le CESC remarque qu'il existe un paradoxe dans le projet de loi du pays entre le principe du "maintien des poursuites engagées" et le fait que, selon la direction des affaires foncières, seules les demandes, émanant des personnes non poursuivies au titre des contraventions de grande voirie, seront étudiées dans le cadre de ce dispositif dérogatoire.

Le CESC s'interroge sur les critères et les moyens retenus pour constater que l'occupation effective du domaine public remblayé est faite depuis au moins 5 ans.

D'après les rédacteurs du texte entendus par le CESC, la preuve de l'occupation s'établira par tous moyens (plans cadastraux, photos aériennes, déclarations etc.).

Sur le principe, le CESC n'est pas convaincu du succès d'un tel dispositif. D'une part, le nombre de personnes susceptibles d'être intéressées par le dispositif n'est pas identifié. D'autre part, il n'est pas certain que les personnes concernées répondent aux conditions financières posées par ce dispositif, conditions qui impliquent, pour les occupants irréguliers désireux d'accéder à la propriété du remblai réalisé, de s'acquitter d'une indemnité majorée à 100 % et d'un prix de vente du terrain au prix du marché.

Le CESC recommande que cette mesure dérogatoire qui vise à "régulariser" la situation des occupants irréguliers en leur permettant d'accéder à la propriété du remblai reste limitée dans le temps et qu'elle ne soit pas reconduite ou renouvelée.

Parallèlement, les principes en vigueur en matière de domaine public, tels que l'autorisation préalable à toute occupation du domaine public et la contravention de grande voirie en cas d'infractions, doivent demeurer les règles de référence. Ces règles concourent à la protection du domaine public, destiné à l'usage de tous.

Le CESC insiste sur le fait que le pays doit mettre en œuvre tous les moyens de surveillance et de contrôle des infractions à la réglementation en vigueur applicable au domaine public.

Sur la forme, pour une meilleure clarté et compréhension concernant l'applicabilité des dispositions de l'article 39-1, le CESC préconise que les mots : "le présent dispositif" apparaissant au début des deux derniers alinéas de l'article 39-1 soient remplacés par les mots : "les dispositions du présent article".

3 - Un dispositif de "régularisation" d'une situation de fait qui doit être suivi de la mise en place d'une véritable politique de valorisation et de protection du littoral

Sans que cela soit visible au premier abord, le projet de texte touche au sujet plus général de la gestion du littoral qui doit prendre en compte les nécessités de valorisation mais également de protection de ce patrimoine.

Il convient à cet effet d'indiquer, qu'en matière d'urbanisme, les constructions en bordure de mer ne sont soumises à une réglementation que depuis 2008, avec la mise en place des plans de prévention des risques naturels (ou PPR) qui, en faisant connaître les zones à risques, définissent des bandes inconstructibles de 10, 20 ou 50 mètres de large dans le but de protéger l'habitat permanent des effets des fortes houles et des tsunamis.

Le CESC note par ailleurs que le conseil des ministres a adopté, depuis 2009, des mesures visant à suspendre, dans l'attente de la mise en place d'une nouvelle réglementation, la délivrance d'autorisations d'occupation du domaine public maritime.

Ces mesures consistent à suspendre l'octroi d'autorisations à charge de remblai lorsqu'elles sont sollicitées dans le cadre d'un usage purement privatif.

Seuls les renouvellements et les transferts d'autorisations octroyées dans le passé ou les autorisations servant dans le cadre de projets économiques (principalement les établissements d'hébergement touristique) continuent d'être délivrés.

Selon le CESC, ces mesures, doivent à terme, s'inscrire dans le cadre d'une véritable politique de valorisation et de protection de ce patrimoine naturel, politique qui doit être développée et mise en œuvre en Polynésie française.

Aussi, le CESC rappelle que "des objectifs et des priorités pour la protection et le développement équilibré du littoral doivent être définis afin de tendre vers une gestion cohérente, intégrée et planifiée des milieux littoraux et de la mer" et que "l'aménagement et l'accès à ces espaces en fonction de nombreuses activités doivent s'effectuer dans le cadre d'une politique d'éco-conception au travers d'un texte cadre"⁽⁸⁾.

A cela, s'ajoutent les mesures d'adaptation au changement climatique. Les liens entre changement climatique et le devenir des côtes et des ressources ne sont en effet plus à démontrer.

IV - CONCLUSION

Comme il a pu être constaté, la pratique de la réalisation de remblais sur le domaine public maritime remonte à plusieurs décennies.

Ces occupations du domaine public qui, pour une grande partie, ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur, ont très souvent entraîné l'édification, par les usagers, de "constructions destinées à conforter ou agrandir leurs habitations", ces personnes étant, dans la majorité des cas, propriétaires des parcelles attenantes à ces remblais.

Aujourd'hui, le pays est confronté aux problématiques de délogement de ces personnes et de remise en état de ces espaces situés sur le littoral.

La possibilité pour les occupants réguliers du domaine public d'accéder à la propriété des remblais réalisés existe déjà. Par le présent projet de loi du pays, le législateur souhaite assouplir les dispositions actuellement en vigueur de manière à permettre la cession de ces remblais dans des conditions plus souples.

Il propose en outre de régler la situation des occupants sans titre en leur offrant la possibilité de solliciter, dans le cadre d'un dispositif limité dans le temps, une demande d'aliénation à leur profit des remblais réalisés.

Compte tenu des problématiques posées, le CESC n'est pas opposé au principe de régler ces situations de fait dans le cadre de telles mesures. Néanmoins, le CESC estime que :

- le dispositif visant à régulariser les situations des occupants sans titre doit être strictement étudié au cas par cas et limité dans le temps ;
- les principes régissant actuellement le domaine public (autorisation préalable d'occupation, procédure de contravention de grande voirie) doivent être maintenus, respectés et strictement mis en œuvre ;
- les mesures et les moyens de contrôle et de surveillance doivent impérativement être mis en œuvre par le pays ;
- le tout devant s'inscrire dans le cadre d'une véritable politique de valorisation et de protection du littoral.

(1) Cf. Articles 6 et 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 précitée.

(2) Le Titre III plus exactement.

(3) Le "riverain" s'entend comme la personne devant disposer de droits immobiliers sur la terre attenante à l'emplacement du domaine public concerné. L'article 4 de l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation de dépendances du domaine public précise à cet effet que le dossier de demande d'occupation doit comporter "le titre de propriété ou bail de location ou tous documents pouvant attester de droits immobiliers sur la terre attenante".

(4) Le fond attenant est le terrain qui est contigu ou adjacent à l'emplacement du domaine public maritime remblayé. Ces deux portions sont accolées.

(5) Aux termes de l'article 22 de la délibération de 2004 "Il y a déclassement d'un bien appartenant au domaine public, dès lors que ce bien ne réunit plus les critères de la domanialité publique", ces critères étant l'affectation à l'utilisation du public ou à un service public. Le déclassement de ce bien a pour conséquence son entrée dans le domaine privé du pays, bien pour lequel la vente devient possible.

(6) Dans la pratique, la valeur vénale d'un bien est fixée à partir d'une moyenne de prix calculée en fonction des transactions les plus récentes des terrains et fonds situés aux alentours de ce bien. Cette moyenne de prix est étudiée par la commission des évaluations immobilières puis transmise au conseil des ministres.

(7) Règle rappelée par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 16 mai 2011.

(8) Rapport n° 151 CESC du 31 octobre 2013 intitulé "L'aménagement des plages publiques en Polynésie française : entre une indispensable exploitation et valorisation touristique ?".

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

THE PALM'S (société en liquidation)

Société à responsabilité limitée

Au capital de 1 020 000 F CFP

Adresse de liquidation : Lot Papeete Nui, lot 19, Papeete

RCS Papeete : TPI 03 216 B

N° TAHITI : 675736

Aux termes d'une délibération du 31 décembre 2014, l'assemblée générale extraordinaire a décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts. Elle a nommé comme liquidateur M Jean-Baptiste U demeurant à Papeete, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé au lotissement Papeete Nui, lot n° 19, Papeete (BP 14145, 98701 Arue). C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

*Pour avis,
Le liquidateur.*

SCP CHIN FOO

Société civile de participation

au capital de 258 620 F CFP

Siège social : Papeete, vallée de Titioro

BP 3998, 98713 Papeete, RCS Papeete TPI 12104 C

Au terme de l'assemblée générale extraordinaire du 20 juin 2012, la collectivité des associés a décidé et réalisé une augmentation du capital social, par souscription en numéraire intégralement libérée à la souscription, d'un montant de 34 220 F CFP par création de 3 422 parts nouvelles de 10 F CFP de valeur nominale chacune pour le porter de 161 780 F CFP à 196 000 F CFP.

Au terme de l'assemblée générale extraordinaire du 6 juillet 2012, la collectivité des associés a décidé et réalisé une augmentation du capital social, par souscription en numéraire intégralement libérée à la souscription, d'un montant de 34 220 F CFP par création de 3 422 parts

nouvelles de 10 F CFP de valeur nominale chacune pour le porter de 196 000 F CFP à 230 220 F CFP.

Au terme de l'assemblée générale extraordinaire du 17 octobre 2012, la collectivité des associés a décidé et réalisé une augmentation du capital social, par souscription en numéraire intégralement libérée à la souscription, d'un montant de 28 400 F CFP par création de 2 840 parts nouvelles de 10 F CFP de valeur nominale chacune pour le porter de 230 220 F CFP à 258 620 F CFP.

Le capital social est fixé à la somme de 258 620 F CFP.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

*Pour avis,
La gérance.*

SELARL PASCALIN & REYNAUD, avocats associés

Immatriculée sous le numéro 13 95 B

483, boulevard Pomare

Papeete, Tahiti, Polynésie française

CAFE VERDE

SARL au capital de 200 000 F CFP

Siège social : 481, boulevard Pomare, immeuble Levy

Papeete, Tahiti, Polynésie française

RCS Papeete n° TPI 09 40 B

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 22 décembre 2014, M. Gabriel MATHIEU, demeurant résidence Temahana, Arue, Tahiti, Polynésie française, a été nommé gérant en remplacement de Mme Vanessa LE PAGE, démissionnaire, à compter du 1er janvier 2015.

En conséquence, les statuts ont été modifiés comme suit :

"Le gérant de la société, désigné pour une durée non limitée, est M. Gabriel MATHIEU, demeurant résidence Tamahana, Arue, Tahiti, Polynésie française, né le 19 novembre 1973 à Saint-Malo (Ile et Vilaine)".

Le dépôt légal sera effectué au greffe du registre du commerce de Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

TAHITI HELICOPTERS

**Siège social : Aéroport de Tahiti-Faa'a, 98704 Faa'a
SARL au capital social de 15 000 000 F CFP.
RCS Papeete TPI 10 92 B - N° TAHITI : 941328**

Suite aux décisions extraordinaires de l'associé unique en date du 23 décembre 2014, il a été décidé une augmentation du capital social de 289 244 570 F CFP (*deux cent quatre-vingt-neuf millions deux cent quarante-quatre mille cinq cent soixante-dix*) par élévation de la valeur nominale des parts, suivi d'une réduction du capital social de 73 244 570 F CFP (*soixante-treize millions deux cent quarante-quatre mille cinq cent soixante-dix*) correspondant aux pertes antérieures afin de porter le capital social de la société à 231 000 000 F CFP (*deux cent trente et un millions*).

En conséquence, l'article 9 des statuts est modifié comme suit :

Ancienne mention

Art. 9. — Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 15 000 000 F CFP.

Nouvelle mention

Art. 9. — Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 231 000 000 F CFP.

Il est divisé en 1 500 parts de 154 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 1 500, attribuées en totalité à la société IPH HOLDING INT (791 876 261 RCS Bobigny).

RCS Papeete.

Pour avis.

**Etude de Me Dominique DUBOUCH,
Notaire à Papeete**

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, le 28 janvier 2015, il résulte qu'une société dont les caractéristiques sont les suivantes a été constituée.

Dénomination : EURL TEKOHU ELEVAGE.

Forme : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

Capital social : 100 000 F CFP.

Apport en numéraire : 100 000 F CFP.

Siège social : Taiohae, Nuku Hiva, lot B du lot 2 de la Terre Teaoutu, îles Marquises (BP 14594, 98701 Arue).

Objet :

- l'élevage de caprins en plein air ;
- la vente en gros ou au détail de l'animal vivant ou abattu et de tous produits dérivés ;
- l'exploitation directe ou indirecte de tous fonds et de tous immeubles appartenant au gérant, acquis ou pris à bail ou qui lui sont apportés rentrant dans le cadre de son activité ou de toutes autres activités connexes.

Durée de la société et lieu de dépôt des statuts : La société est constituée pour 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de Papeete, où les statuts seront déposés.

Gérant : M. Germain Tekohu GENDRON.

Parts sociales - clause d'agrément : Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Pour avis et mention,

Me Dominique DUBOUCH, notaire.

SCP RESTOUT - DELGROSSI - BUIRETTE

**415, boulevard Pomare
BP 33, 98713 Papeete, Tahiti
Polynésie française**

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Michel DELGROSSI, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE", titulaire d'un office notarial à 415, boulevard Pomare à Papeete (Tahiti), le 21 janvier 2015, enregistré à Papeete, le 22 janvier 2015, folio 200, bordereau 6280/7, a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : OL CREATION.

Siège social : Punaauia (98717), Polynésie française, Les Hauts de Matatia n° 17.

Objet social : La société a pour objet :

- la création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tous fonds de commerce d'import-export et vente en gros, semi-gros ou au détail de tee-shirts, paréos, serviettes de bains et plus largement de tout ce qui touche à l'habillement et au textile, à la bijouterie, la peinture, la sculpture et les objets d'art ou établissement se rapportant à l'objet ci-dessus ;
- l'acquisition, la prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis ;
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social ;
- et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 200 000 F CFP.

Capital : 200 000 F CFP divisés en 200 parts de 1 000 F CFP chacune.

Gérance :

- M. Olivier Jacques Michel LUBRANO, demeurant à Punaauia (98717) Les Hauts de Matatia lot 17 ;
- et M. Alain Michel François BURGER, demeurant à Papeete (98713), lotissement Les Hauts de Pureora, lot n° 10.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Cession de parts : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. En revanche, elles ne peuvent être cédées à tout autre cessionnaire qu'avec que le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Pour avis et mention,

Me Michel DELGROSSI,
notaire associé.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
415, boulevard Pomare, Papeete

LES DELICES DU PERIGORD
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social de la liquidation : Papeete,
quartier de Fariipiti
RCS Papeete n° TPI 90 104 B - N° TAHITI 213900

Avis de dissolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés, réunie le 31 décembre 2014, a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour.

Elle a nommé M. Vincent CATTIAU, demeurant à Papeete, pic Rouge, comme liquidateur de la société, avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation, et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation a été fixé à Papeete, quartier de Fariipiti, ancien siège de la société, adresse à laquelle la correspondance devra être adressée et les actes et documents notifiés à la société en liquidation.

Pour avis,
Le liquidateur.

Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON
Notaires associés
BP 13019, 98717 Punaauia, Moana Nui

Cession de fonds de commerce

Aux termes d'un acte reçu par Me Julien CHAN, notaire associé à Punaauia, en date du 29 janvier 2015, enregistré à Papeete, le 2 février 2015, folio 2, bordereau 36/1.

M. Gérard VOTA, retraité, et Mme Yuk Ngor CHENG, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à Papeete, près du Magasin WONG TAC, 42, rue Paul-Gauguin.

Ont vendu à M. Joël VOTA, employé de commerce, demeurant à Papeete, au Magasin WONG TAC, 42, rue Paul-Gauguin, en cours d'immatriculation au RCS de Papeete.

Un fonds de commerce de négociant, connu sous l'enseigne "MAISON WONG TAC", exploité à Papeete, rue Paul-Gauguin, pour lequel M. Gérard VOTA est immatriculé au RCS de Papeete sous le numéro 3216 A et Tahiti n° 030395,

Moyennant le prix de 5 000 000 F CFP, avec entrée en jouissance fixée à compter du 1er février 2015.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales à Punaauia, au siège de la SCP Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON, titulaire d'un office notarial à Punaauia où domicile a été élu à cet effet et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

Pour première insertion,
Me Julien CHAN, notaire associé.

AZ Entreprises - AZ Support - AZ Facility

Avis de constitution

Avis est donné en date du 2 février 2015 de la constitution de la SARL ALED au capital de 100 000 F CFP.

Enseigne commerciale : AZ Entreprises - AZ Support - AZ Facility.

Siège social : Immeuble BREDIN, 98713 Papeete.

Objet : Les services de conseil aux entreprises et du courtage en immobilier. Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus et à tous autres objets.

Transmission des actions : Les actions sont librement cessibles entre actionnaires ou au profit de tiers.

Gérant : Les associés nomment comme co-gérants : MM. Olivier DESVILLES et Jean-Claude ANDRE. Ces nominations sont faites, sans limitation de durée.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis.

**EXTRAIT DECISION DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE PAPEETE**

Jugement du 8 décembre 2014 prononce la faillite personnelle de Abdelatif BECHKER (gérant SARL DECOGYPS, RCS de Papeete 97 109 B), durée : 15 ans.

**EXTRAITS DECISIONS DU TRIBUNAL CIVIL DE PREMIERE
INSTANCE DE PAPEETE**

1 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de l'association TE ANANAHI NO TE TAMA, N° TAHITI 824698 *activité* : institut médico-éducatif, *date de cessation des paiements* : 1er décembre 2014 ; *siège social* : quartier Juventin, Faa'a ; *représentant des créanciers* : Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

2 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de société civile MARUEA, RCS de Papeete 02 125 C (8998 C) *activité* : pêche, *date de cessation des paiements* : 23 décembre 2014 ; *siège social* : Faa'a, Heiri ; *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

**EXTRAITS DECISIONS DU TRIBUNAL MIXTE
DE COMMERCE DE PAPEETE**

3 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de

la SA INVESTISSEMENT ET DEVELOPPEMENT VALORISATIONS, RCS de Papeete 4874 B, *activité* : pêche industrielle, *date de cessation des paiements* : 15 décembre 2014 ; *siège social* : Arue, PK 4,500, côté mer ; *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON (BP 42237, 98713 Papeete, tél. 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

4 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de LA MAISON DU PVC SAS, RCS de Papeete 02 168 B (ancien n° 8976 B) *activité* : négoce, vente de tous produits en polychlorure de vinyle (PVC), *date de cessation des paiements* : 19 décembre 2014 ; *siège social* : vallée de Tipaerui, Papeete ; *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

5 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Albert Heifara AMARU, *enseigne* : MILLENIUM CREATIONS, RCS de Papeete 91 362 A (ancien n° 18701 A) *activité* : fabrication de bijoux, *date de cessation des paiements* : 9 janvier 2015 ; *adresse* : lotissement VAN CAM n° 709 à Pamatai, Faa'a ; *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON (BP 42237, 98713 Papeete, tél. : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

6 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL TENDANCES ECO.WAT, RCS de Papeete 09 292 B, *activité* : travaux d'électricité, plomberie, solaire, *date de cessation des paiements* : 22 décembre 2014 ; *siège social* : lotissement Miri, extension Punaauia ; *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON (BP 42237, 98713 Papeete, tél. 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

7 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de TEAM TAHITIAN CONCEPT EURL, *nom commercial* : TEAM CONCEPT, RCS de Papeete 10 231 B, *activité* : travaux d'électricité, téléphonie, alarme, *date de cessation des paiements* : 17 décembre 2014 ; *siège social* : Avatoru, Rangiroa ; *représentant des créanciers* : Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

8 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la SARL LES HORIZONS, RCS de Papeete 03 99 B (ancien n° 9370 B) *activité* : promotion immobilière, *date de cessation des paiements* : 23 décembre 2014 ; *siège social* : boulevard Pomare, centre Paofai, Papeete ; *liquidateur judiciaire* : Jean-Christophe TOURON (BP 42237, 98713 Papeete, tél. : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

9 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Marie SCHMACK, *nom commercial* : Snack du plongeur, RCS de Papeete 09 760 A, *activité* : restaurant, *date de cessation des paiements* : 26 juillet 2013 ; *siège social* : PK 6,800, quartier Vaitupa, Faa'a ; *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

10 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Anna-Maria GERARDI épouse CHANGARNIER, *enseigne* : REV DECO, RCS de Papeete 11 230 A, *activité* : négoce de meubles et décoration, *date de cessation des paiements* : 28 mai 2014 ; *adresse* : PK 4,500, côté montagne, Maharepa, Moorea ; *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON (BP 42237, 98713 Papeete, tél. : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

11 - Jugement du 26 janvier 2015 adoptant un plan de redressement par voie de continuation en faveur de ATF CONSTRUCTIONS EURL, *activité* : travaux de construction RCS de Papeete 06 368 B, *durée du plan* : 10 ans ; *commissaire à l'exécution du plan* : Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

12 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de PACIFIC TRADE OVERSEA, RCS de Papeete 09 57 B, *activité* : importation, négoce de toutes marchandises, *date de cessation des paiements* : 15 janvier 2015 ; *siège social* : lotissement Mahina Tahua Rahi Mahina ; *liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

13 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de TAHITI AUTO SERVICES SARL, *nom commercial* : C'VO TAHITI, *activité* : importation et vente de véhicules d'occasions, *date de cessation des paiements* : 15 août 2014, RCS de Papeete

08 102 B, *siège social* : angle de l'avenue Prince-Hinoui et rue Octave-Moreau, Papeete, *liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

14 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'EURL CONSOPRO *activité* : vente de produits de consommables et accessoires dans le secteur informatique, *date de cessation des paiements* : 19 janvier 2015, RCS de Papeete 06 383 B, *siège social* : ZI à Tipaerui à Papeete, *liquidateur judiciaire* : Jean-Christophe TOURON (BP 42237, 98713 Papeete, tél. : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

15 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la SARL POLYDIS, *activité* : laboratoire de travaux photographiques, *date de cessation des paiements* : 5 novembre 2014, RCS de Papeete 74 16 B (ancien n° 546 B), *siège social* : rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire, Fariipiti, Papeete, *liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

16 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'EURL PACIFICALI, *nom commercial* : GLOBE TAHITI, *activité* : négoce en détail d'accessoires de sport et production audiovisuelle, *date de cessation des paiements* : 14 janvier 2015, RCS de Papeete 08 75 B, *siège social* : rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire, Fariipiti, Papeete, *liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

17 - Jugement du 26 janvier 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la SARL IMPORT PACIFIC SERVICES, *activité* : importation, négoce de tous articles et biens mobiliers divers, *date de cessation des paiements* : 26 juillet 2013, RCS de Papeete 07 170 B, *siège social* : ZI Punaruu, Punaauia, *liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

18 - Jugement du 26 janvier 2015 prononce l'extension de la procédure de liquidation judiciaire de Jean-Pierre

SOUDANAS, *enseigne* : "Pacific Reporter" (RCS 94 753 A, ancien n° 22253 A) aux sociétés SARL STUDIO REPORTER (RCS de Papeete 97 123 B, ancien n° 6203 B) et EURL GRAPHIC DESIGNER (RCS de Papeete 12 204 B), *liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

19 - Jugement du 26 janvier 2015 prononçant la liquidation judiciaire de Louise Teroro DEXTER épouse CHEBRET, *enseigne* : MLD CONSTRUCTIONS, *activité* : travaux du bâtiment, RCS de Papeete 11 244 A, *adresse* : PK 4,780, côté montagne, Erima, Arue, *liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

20 - Jugement du 26 janvier 2015 prononçant la liquidation judiciaire de la SARL ECO TECH, *activité* : opérations se rapportant à la production d'eau douce à partir d'énergies renouvelables, RCS de Papeete 09 3 B, *siège social* : 20, avenue Commandant-Chessé, Papeete, *liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

21 - Jugement du 26 janvier 2015 prononçant une mesure de faillite personnelle à l'encontre de BENICHOU Simon (gérant de la SARL CLUB EDITIONS POLYNÉSIE, RCS de Papeete 00 258 B, ancien n° 7931 B), *durée* : 15 ans.

22 - Jugement du 26 janvier 2015 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de Louis TAIARUI, RCS de Papeete 27 641 A, pour extinction du passif.

Pour extrait, certifié conforme,
Le greffier.

CLINIQUE VETERINAIRE MIRI SELARL
Au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Centre commercial du Lotus, Punaauia
RCS Papeete : 14 168 B
N° TAHITI : B15516

Suivant délibérations de l'assemblée générale ordinaire du 2 janvier 2015, la démission de la cogérante, Mme Céline JUNQUA, a été adoptée.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

La gérance.

DSPH
SARL au capital de 100 000 F CFP
Siège de la liquidation : Papeete,
avenue Georges-Clemenceau.
RCS : Papeete 08 301-B

Avis de dissolution

L'associé unique de la société DSPH, réuni le 29 décembre 2014, a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour.

Il a nommé M. Diego LAO, demeurant à Punaauia, lotissement Green Vallée, comme liquidateur de la société, avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation, et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation a été fixé à Papeete, avenue Georges-Clemenceau, ancien siège de la société, adresse à laquelle la correspondance devra être adressée et les actes et documents notifiés à la société en liquidation.

Pour avis,
Le liquidateur.

SARL OUTLET DESIGNERS by jfn
Capital de 500 000 F CFP
Siège social : 24, rue Paul-Gauguin, Papeete
RCS Papeete n° 1158, N° TAHITI 976480

Extension de l'objet social

Après une décision d'assemblée générale du 2 février 2015, l'objet social a été étendu à l'activité de coiffure.

La gérance.

CONTROL CLEANERS "C. CLEAN"
SARL au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, Taunua, servitude Graffe
BP 52908 Pirae
N° de TAHITI 443234
RC 6667B

Assemblée générale extraordinaire

Les associés, réunis en assemblée générale extraordinaire le 28 janvier 2015, ont décidé de modifier l'article 4 des statuts pour transférer le siège social de Pirae, quartier Afarerii à Pirae, avenue du Général-de-Gaulle, quartier Gadiot, servitude Atihao à compter du premier janvier deux mille quinze.

Pour avis,
Le gérant.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

TAHITI SOFT DRINK
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 de F CFP
Siège : Pirae, avenue Ariipaea, Pomare
RCS Papeete n° TPI 05 228 B

Réduction puis augmentation du capital social

Il résulte du procès-verbal des décisions de l'associée unique en date du 25 novembre 2014, dont un exemplaire a été déposé au rang des minutes de la SCP RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, titulaire d'un office notarial à Papeete le 16 décembre 2014, que le capital social a été réduit de son montant, soit 1 000 000 de F CFP, par imputation sur les pertes, puis augmenté de 1 000 000 de F CFP par l'émission au pair de 500 parts nouvelles de 2 000 F CFP chacune, intégralement souscrites et libérées en numéraire.

Pour avis,
Me B. RESTOUT, notaire associé.

Office Notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

SEM ASSAINISSEMENT DES EAUX DE TAHITI
Société d'économie mixte au capital de 178 070 000 F CFP
Siège social : Punaauia, mairie de Punaauia
RCS Papeete n° 7685 B

Démission d'un administrateur

Aux termes d'une lettre en date à Faa'a du 25 novembre 2014, M. Eric COURBIER, demeurant à Punaauia, Green Vallée, a démissionné de ses fonctions d'administrateur à compter du même jour.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

SCP RESTOUT - DELGROSSI - BUIRETTE
415, boulevard Pomare
BP 33, 98713 Papeete, Tahiti
Polynésie française

Avis

Suivant acte aux minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE en date des 13 et 26 janvier 2015, enregistré à Papeete le 27 janvier 2015, folio 201, bordereau 6311/1,

M. Pierre SAAN, gérant de société, et Mme Natalie VON SAALFELD, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à Bora Bora, Faanui (98730), ont cédé à :

La société dénommée MANAVAI JET BOAT par abréviation MJB, société à responsabilité limitée au capital de 200 000 F CFP, dont le siège est à Faa'a (98702), cité de l'Air, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro TPI 14310B,

La branche d'activité de tour de l'île de Bora Bora en bateau exploitée à Bora Bora pour laquelle M. Pierre SAAN est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 00 825 A (ancien RCS 37093 A 00),

Moyennant le prix de quinze millions huit cent cinquante mille (15 850 000) francs CFP, payé comptant.

L'entrée en jouissance et le transfert de propriété ont été fixés au 1er février 2015.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, à Papeete, 415, boulevard Pomare, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier au plus tard dans les dix jours de l'insertion qui renouvellera la présente, à paraître au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour première insertion,
Me Stéphanie BUIRETTE.

SARL TAHITI GRAPHICS
SARL au capital de 2 000 000 F CFP
Siège social : Vallée de la Matatia, Punaauia
RCS 4044 B - NT 215988

Suivant l'assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2015, il a été procédé aux modifications suivantes :

Art. 11 des statuts :*Ancienne mention*

M. Francis PETRAS est nommé gérant pour une durée indéterminée.

Nouvelle mention

Mlle Thérèse NERI est nommée gérante de la société pour une durée indéterminée.

Le reste sans changement.

*Pour avis,
La gérance.*

Patrick ABGRALL

Avocat à la cour

Immeuble Fare Tony, 2e étage, Papeete

BP 40180 Papeete, 98713 Tahiti

Tél. : 40 50 17 05 - Fax : 40 83 29 32

Email : patrick.abgrall@mail.pf

Avis de vente de fonds de commerce

Suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 11 décembre 2014, enregistré à Papeete le 22 janvier 2015, folio 200, bordereau 6277/8.

La SARL RACING KART DE TAHITI, société à responsabilité limitée au capital de 200 000 F CFP dont le siège social est sis à Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra, Tahiti, inscrite au RCS de Papeete sous le N° TPI 93 151 B et à l'ISPF sous le N° TAHITI 280214.

A vendu à :

La SARL TAHITI NUI KARTING, société à responsabilité limitée au capital de 1 200 000 F CFP dont le siège social est sis vallée de la Papenoo, Papenoo, 98707 Hitia'a O Te Ra, inscrite au RCS de Papeete sous le numéro TPI 14 178 B et à l'ISPF sous le numéro TAHITI A97 417,

Un fonds de commerce d'exploitation d'un parc de loisirs et plus précisément d'un circuit consacré au sport automobile dont notamment le karting, connu sous l'enseigne RACING KART DE TAHITI, sis et exploité à Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra, Tahiti, pour lequel le vendeur est inscrit au registre de commerce et des sociétés de Papeete sous le N° TPI 93 151 B et à l'ISPF sous le N° TAHITI 280214,

Moyennant le prix de cinq millions (5 000 000) de francs CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 11 décembre 2014.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au cabinet de Me Patrick ABGRALL, avocat au barreau de Papeete, sis immeuble Fare Tony, Papeete, BP 40180 Papeete, 98713 Tahiti, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier au plus tard dans les dix jours suivant la dernière en date des publications légales.

*Pour avis et première insertion,
Me Patrick ABGRALL, avocat.*

SARL TAHUTETE-VEHINETEPUTOKA INDUSTRIE*Avis de constitution*

Avis est donné à la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : SARL TAHUTETE-VEHINETEPUTOKA INDUSTRIE.

Siège social : Port de pêche Taiohae, 98742 Nuku Hiva.

Objet : La société a pour objet l'exercice sous toutes ses formes dans l'océan Pacifique des activités de pêche : l'activité de marayage, la transformation et commercialisations des produits de la mer. L'armement, l'exploitation sous toutes formes la mise en construction, l'affrètement, l'acquisition, la location et la vente de tous navires et bâtiments de pêche et en général de tous bâtiments de mer. L'élevage, la pêche, la collecte, l'importation, l'achat, la négociation et toutes ventes de produits se rattachant à l'activité, l'exploitation et la commercialisation sous toutes ses formes, de poissons, coquillages crustacés et en général de tous produits d'alimentation de la mer. Toutes opérations concernant la pêche industrielle, l'entreposage frigorifique, la transformation, le conditionnement et la conserverie des mêmes produits de la mer ; l'acquisition, la concession, la prise à bail, la mise en valeur de tous terrains, parcelles de terre ou zones maritimes nécessaires à la réalisation de l'objet ; l'emprunt auprès de tous les établissements bancaires, de crédit et autres de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social ; la participation directe ou indirecte dans toutes opérations ou entreprises commerciales pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ; et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en favoriser le développement pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans.

Capital : 100 000 F CFP intégralement représenté par des apports en numéraire.

Gérance : Mauhihi Napoléon TAMARII, demeurant à Taiohae, Nuku Hiva, Polynésie française.

Cessions de parts : En cas de pluralités d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE

Papeete, 415, boulevard Pomare

TIS INDUSTRIE

Société civile au capital de 200 000 F CFP

Siège social : Punaauia, vallée Vaiopu

RCS Papeete n° TPI 12 198 C

Démission d'un gérant

Il résulte d'un acte sous seing privé en date à Papeete du 9 janvier 2015, dont un exemplaire a été déposé au rang des minutes de la société civile professionnelle "Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE", titulaire d'un office notarial à Papeete, le 27 janvier 2015, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Gérance :

- M. Gilbert LIAO, demeurant à Pirae, Laroche.
- M. Arsène LIAO, demeurant à Pirae, lotissement Vetea 1, lot n° 86.

Nouvelle mention

Gérance :

- M. Arsène LIAO, demeurant à Pirae, lotissement Vetea 1, lot n° 86.

*Pour avis,
Me Bernard RESTOUT.*

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

D3S devenue CALAIN
Société civile au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Punaauia, PK 14,500, côté montagne
RCS Papeete n° 10 180 C

Remplacement de la gérance
Changement de dénomination

Il résulte d'un acte reçu aux minutes de la société civile professionnelle Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, titulaire d'un office notarial à Papeete, le 30 janvier 2015, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Dénomination : D3S.
Gérance : M. Didier SANTIAGO et Mme Sophie SANTIAGO, demeurant à Punaauia, PK 16,800, lotissement Te Maru Ata, lot n° 126.

Nouvelle mention

Dénomination : CALAIN.
Gérance : M. Alain WONG, demeurant à Punaauia, servitude Pugibet 4 et Mlle Carole ANGELI, demeurant à Punaauia, servitude Pugibet 4.

Pour avis,
Me Bernard RESTOUT.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

TAHITI NUI ISLAND SEAFOOD
Société à responsabilité limitée au capital de 200 000 F CFP
Siège : Punaauia, vallée Vaioapu
RCS Papeete n° TPI 12 66 B

Démission d'un gérant

Il résulte d'un acte sous seing privé en date à Papeete du 9 janvier 2015, dont un exemplaire a été déposé au rang des minutes de la société civile professionnelle "Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE", titulaire d'un office notarial à Papeete, le 27 janvier 2015, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Gérance : MM. Gilbert LIAO, cadre commercial, demeurant à Pirae, quartier Laroche et Arsène LIAO, gérant de société, demeurant à Pirae, lotissement Vetea 1, lot n° 86.

Nouvelle mention

Gérance : M. Arsène LIAO, demeurant à Pirae, lotissement Vetea 1, lot n° 86.

Pour avis,
Me Bernard RESTOUT.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

KPMG ENTREPRISES
Société anonyme au capital de 5 000 000 de F CFP
Siège social : Papeete, boulevard Pomare,
centre Paofai, 4e étage.

Avis de constitution

Aux termes d'un acte aux minutes de la société civile professionnelle Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-

BUIRETTE, titulaire d'un office notarial à Papeete (Tahiti), en date du 27 janvier 2015, il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société anonyme.

Dénomination sociale : KPMG ENTREPRISES.

Objet :

- l'exercice de la profession d'expert-comptable, et notamment l'exécution des missions d'audit, de conseil, d'étude et la rédaction des actes juridiques accessoires ;
- la sous-traitance de tout ou partie de sa mission qu'elle jugera utile ;
- la création, l'acquisition, l'exploitation de tous établissements se rapportant aux activités ci-dessus ;
- l'acquisition, la location, et l'aménagement de tous immeubles ;
- la participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens dans le respect de la législation, des ordres et instances professionnelles ;
- d'une manière plus générale, l'accomplissement de toutes opérations financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

Siège social : Papeete, boulevard Pomare, centre Paofai, 4e étage.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Apport en numéraire : 5 000 000 de F CFP.

Apport en nature : Néant.

Capital social : Le capital social est fixé à la somme de 5 000 000 de F CFP divisés en 100 actions de 50 000 F CFP chacune, toutes de même catégorie, libérées de la totalité de leur valeur nominale.

Admission aux assemblées : Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées et participer aux délibérations quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Exercice du droit de vote : Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Clause restreignant la libre cession des actions : La cession des actions à des tiers non actionnaires est soumise, aux termes de l'article 11 des statuts, à l'agrément préalable du conseil d'administration.

Administrateurs :

- M. Gilles REDON, demeurant à Punaauia, résidence Le Lotus, lot n° 95 ;
- M. Jean-Louis PELLOUX, demeurant à Papeete, résidence Les Mamaia, lot n° 42.
- M. Simon CHAIZE, demeurant à Mahina, 43, lotissement Te Anuhe, Mahinarama.

Président du conseil d'administration, directeur général : Aux termes de sa première délibération en date du 27 janvier 2015, le conseil d'administration a nommé :

Président du conseil d'administration : M. Simon CHAIZE, demeurant à Mahina, 43, lotissement Te Anuhe, Mahinarama.

Directeur général : Néant.

Commissaire aux comptes titulaire : La SCP GOSSE-PARION-CHANGUES-MENARD-ALBERT, société civile de commissariat aux comptes, dont le siège est à Papeete, rue Monseigneur TEPANO-JAUSSEN, immeuble Atehivi, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 93 105 C.

Commissaire aux comptes suppléant : M. Jean-Pierre GOSSE, domicilié à Papeete, rue Monseigneur TEPANO-JAUSSEN, immeuble Atehivi.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Bernard RESTOUT, notaire associé.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION ARTISANALE MATAMEHA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 juillet 2014)

Présidente : BELLY Ana
Vice-présidente - secrétaire : MIAGOUX Barbara
Trésorière : TETUIRA Wilda

ASSOCIATION DES EDITIONS DE TAHITI ET DES ILES (AETI)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 janvier 2015)

Président : ROBERT Christian
Secrétaire : WALLART Vaititi
Trésorier : BABIN Yves

AUPUPU A TE MAU IHITAI (Syndicat des marins de la marine marchande et du personnel navigant)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 janvier 2015)

Secrétaire général : VOIRIN Rameha
Secrétaire général adjoint : BREDIN Carl
Secrétaire archiviste : CADOSTEAU Patrick
Secrétaire archiviste adjoint : TERE Olivier
Trésorier : MOOROA Mario
Trésorière adjointe : POTATEUATAHI Sheila
Assesseeurs : TETAUIRA Joseph
TEMATAHOTOA Tautu
WAKI-FISCHER Calixte

ASSOCIATION SPORTIVE PIRAE CYCLISME

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 décembre 2014)

Président d'honneur : HARGOUS Thierry
Président : RICHARD André
Vice-président : PASQUELINS Laurent
Secrétaire : LE GOFF Laurent
Secrétaire adjoint : GUEZOU Christophe
Trésorière : VANQUIN DAVID Germaine
Trésorier adjoint : TEIKIHUAVANAKA Lionel

ASSOCIATION TURA'I MATAARE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 janvier 2015)

Président : DAVID Nicolas
Secrétaire - trésorière : NAPIAS Karine

FEDERATION TAHITIENNE DE SQUASH

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 janvier 2015)

Président : MORELLE Patrick
Vice-président : MANCA Guiseppe
Secrétaire : ROIGNANT Hervé
Secrétaire adjoint : LOUDIER Laurent
Trésorière : VILLA Béatrice
Trésorière adjointe : BERNARD Karine

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DE VAIHAHA

anciennement dénommée

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE VAIHAHA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 décembre 2014)

Président : TEVAEARAI Willy
Vice-présidente : PETERANO Chantal
Secrétaire : TUFARIUA Loyse
Secrétaire adjointe : RICHMOND Barbara
Trésorière : TEURU Violette
Trésorière adjointe : TAURU Tevaite

ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS D'ELEVES DE L'ECOLE PUBLIQUE MATERNELLE HEITAMA

Modification de statuts

L'article 2 retrait des alinéas 4 et 5. L'association a également pour mission de maintenir la gestion de la restauration scolaire et l'accompagnement des enfants durant la prise du repas, assurer la surveillance des élèves, durant les temps de pause après le déjeuner (sieste et/ou activités) les lundis, mardis et jeudis, ainsi qu'à la sortie des classes les mercredis et vendredis dans le préau.

Les articles 4, 7, 10, 16, 19 et 20 ont été modifiés. Dans cet article 20 est inséré en annexe du présent statut un règlement intérieur.

ASSOCIATION FAMILLE MARIE-JEUNESSE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 octobre 2014)

Président : CLOUTIER Donald
Secrétaire : BASTIEN-MONAT Joëlle
Trésorière : MONDON Dominique

ASSOCIATION DES HISPANOS LATINOS AMERICAINS

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 septembre 2014)

Président : RAYGADAS-ZAVALA Engel
Secrétaire : SUCH Laura
Trésorière : GALVAN GUTIERREZ Angela

**ASSOCIATION ARTISANALE ET HORTICOLE
TE FAUFAA RAU O TO RIMA NO PAEA**

Modification de statuts

Les membres du bureau sont élus pour une durée de 5 ans.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 janvier 2015)

Présidente : ROOPINIA Eri
Vice-présidente : TAMA Jeannette
Secrétaire : KECK Eliane
Trésorière : FANAURA Erimeta
Assesseeurs : TAMA Edgard
TAMA Heifara

ASSOCIATION ARTISANALE ET HORTICOLE MAEVA

Modification de statuts

Les membres du bureau sont élus pour une durée de 5 ans.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 janvier 2015)

Présidente : FANAURA Erimeta
Secrétaire : FANAURA Hurupa
Trésorière : BRODIEN Kathy
Assesseeurs : FANAURA Eliane
MOHAU Tetuahau

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE HITI MAHANA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 août 2014)

Présidente : YU TIM Poerava
Secrétaire : LAMASSE Benjamin
Trésorière : TAPUTUARAI Mélanie

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE HITI-MAHANA
ELEMENTAIRE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 août 2014)

Présidente : PUA Verohiti
Secrétaire : AFO Micheline
Secrétaire adjointe : LACOUR Matirita
Trésorière : THOMAS Géraldine
Trésorier adjoint : SIKSOU Laurent
Commissaires aux comptes : TAPUTUARAI Hervé
POHUE Josette

**FEDERATION DES ASSOCIATIONS DES PARENTS
D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 novembre 2014)

Président : PORLIER Teiki
Vice-présidents : MACHENAUD-JACQUIER
Philippe
ALPINI Didier
Secrétaire : COPPENRATH Edel
Secrétaire adjointe : MOU KAM TSE Kapo
Trésorière : SIU Valérie
Trésorier adjoint : NICOLLE Philippe

**ASSOCIATION LIBRE DES PROPRIETAIRES
DU LOTISSEMENT MATA MITI**

Erratum

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 8 du 27 janvier 2015 à la page 830.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 décembre 2014)

Président : CERDINI Michel
Secrétaire : BOUGUES Nadia
Trésorier : JEANNETTE Fabrice

ASSOCIATION TAE KWON DO CLUB POLYNESIEN

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 décembre 2014)

Erratum

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 4 du 13 janvier 2015 à la page 424.

Président : FOSTER Temaury
Vice-président : RAOULX Robert
Secrétaire : VONSIN Frédéric
Secrétaire adjoint : VONGEY Eddy
Trésorier : UEVA John
Trésorière adjointe : SETFANE Aurélie

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DES ECOLES
MATERNELLES ET ELEMENTAIRES DE AVERA - FAAROA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 octobre 2014)

Présidents d'honneur : TCHONG-FONG Rudolph
TEEHU Evelynne
Présidente : HANERE Claudine
Vice-président : VAHINEMOEAE David
Secrétaire : COUPAT Patrice
Secrétaire adjointe : TAUTU Georgette
Trésorière : BRODIEN Mahaa
Trésorière adjointe : MANUEL Lavaina
Commissaire aux comptes : MARCILLOUX Sylvia
Assesseeur : GUILLOT Hereiti

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE GADIOT

Christian CANTRAINNE est désigné comme syndic.

Il est élu pour 1 an renouvelable et ses fonctions prennent effet à compter du 26 janvier 2015.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: MARLIER Bruno
Membres	: GUARDIA Christophe YOUX Josette IOU LOI LIS Odile MARCHAND Franck

ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DES COPROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT LES HAUTS DE OUTUMAORO

Le 29 janvier 2015, Christian CANTRAINNE est désigné comme syndic.

Il est élu pour 1 an renouvelable et ses fonctions prennent effet à compter du 29 janvier 2015.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: PIQUET Edouard
Membres	: CARPENTIER Robert COWAN Terii TIAOAO Katia TAEREA Thérèse

ASSOCIATION SPORTIVE MAIRE NUI VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (17 janvier 2015)

Président	: NENA Maco
Secrétaire	: MANATE Jean-Paul
Trésorière	: TARAUFU Florey
Trésorière adjointe	: TAEREA Huguette

ASSOCIATION DISTRICT VAKA DE UA POU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (31 août 2014)

Président	: OHOTOUA Rataro
Vice-président	: AH-LO Abraham
Secrétaire	: HUUTI Jean-Paul
Secrétaire adjoint	: HAPIPI Vatea
Trésorier	: OHOTOUA Vaehei
Trésorière adjointe	: OHOTOUA Elisabeth

ASSOCIATION SPORTIVE RAUTIRARE SURF CLUB DE MATAIEA

Objet social
(1er février 2014)

L'association a aussi pour objet :

- d'organiser, de promouvoir, de développer la pratique des sports de glisses et de plages ;

- les sports de glisses : surf, bodyboard, stand up paddle, va'a, body surf... ;
- les sports de plages : beach soccer, foot, volley, beach volley...

ASSOCIATION PUAITATUAHIAITEARII

Dissolution
(26 janvier 2015)

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 26 janvier 2015, il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

COMITE SPORTIF DE MANIHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (25 novembre 2014)

Président	: FAURA Tapurai
Secrétaire	: FAURA Nicole
Trésorière	: VAIRAAAOA Mélina

ASSOCIATION PAPEETE HOE VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (14 janvier 2015)

Présidente	: CAPRIATA Eliane
Secrétaire	: CAPRIATA Thierry
Trésorier	: TOAREINUI Raiatua

ASSOCIATION DES GERANTS DE TUTELLE POLYNESIE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (2 décembre 2014)

Président	: GOMMERS François
Vice-président	: DELAHAIE Jean-Paul
Secrétaire	: TROUSSON Gérard
Trésorier	: COLLORIG Bernard
Assesseur	: TSING Alexandre

YACHT CLUB DE TAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (14 novembre 2014)

Président	: CALATAYUD Yvon
Vice-président	: PANISSARD Eric
Secrétaire	: JORDAN Arnaud
Secrétaire adjoint	: LUCAS Marc
Trésorier	: PICARD Benjamin
Trésorier adjoint	: HARS Thierry

ASSOCIATION POLYNESIENNE DES TECHNICIENS DE L'AUDIOVISUEL ET DU CINEMA APTAC

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (4 décembre 2014)

Président	: PICARD Benjamin
Vice-présidents	: KOLLER Eliane PINSON Denis
Secrétaire	: BLANC Sophie
Trésorier	: BENHAMZA Jean-François

ASSOCIATION AMMA - TAHITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(3 janvier 2015)

Présidente	:	GRAINDORGE Catherine
Vice-présidente	:	TEIHOTU Loane
Secrétaire	:	CALINAUD Valérie
Secrétaire adjointe	:	LECOURT Jeanne
Trésorière	:	TOUITOU Geneviève

EGLISE APOSTOLIQUE PROPHETIQUE DE L'EXTREMITÉ DE LA TERRE

(Récépissé n° 5948 DIRAJ du 31 janvier 2015)

Extraits des statuts

Il est fondé une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 nommé EGLISE APOSTOLIQUE, PROPHETIQUE DE L'EXTREMITÉ DE LA TERRE.

Elle a pour objet :

- le culte le samedi débutant à partir de 10 heures ;
- l'enseignement semestriel ;
- la prière le vendredi soir, voire 24 heures sur 24.

Son siège social est situé à Maharepa, PK 4,900, côté montagne, Moorea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	HUAA Terai
Président	:	RIVETA Hector
Vice-présidente	:	PATIAHIA Denise
Secrétaire	:	RIVETA Ornella
Secrétaire adjointe	:	TAPU Miriama
Trésorier	:	MAHUTA Terii
Trésorier adjoint	:	PATIAHIA Tehai

ASSOCIATION AGRICOLE TE NAMU KEA

(Récépissé n° 5961 DIRAJ du 2 février 2015)

Extraits des statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre ASSOCIATION AGRICOLE TE NAMU KEA.

Cette association a pour objet la mise en valeur agricole de terres, dont la coprahculture et la vente des produits issus de ces plantations agricoles.

Elle a ainsi pour objet :

- la production, la transformation, la conservation des produits agricoles ;
- l'achat en commun du matériel, des animaux, des plants, des semences, des engrais et de tous produits nécessaires.

L'association pourra exercer également toutes activités d'élevage dans le respect des contraintes environnementales.

Les bénéfices réalisés sont affectés à l'activité de l'association.

Son siège social est fixé à Aratika, propriété Gavietto.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	GAVIETTO Mareva
Vice-président-secrétaire	:	GAVIETTO Stéphane
Trésorière	:	GAVIETTO Mareva

ASSOCIATION LE PONEY CLUB DE TARAVAL

(Récépissé n° 5960 DIRAJ du 2 février 2015)

Extraits des statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre ASSOCIATION LE PONEY CLUB DE TARAVAL.

Elle a pour objet l'enseignement et la promotion de l'équitation à poney.

Son siège social est fixé route de la dorsale de Pueu, Afaahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	GAVIETTO Véronique
Secrétaire	:	QUETIER Frédérique
Secrétaire adjoint	:	BESSENWALD Gabriel
Trésorier	:	GAVIETTO Lionel

ASSOCIATION TEAM RIDERS PRESQU'ILE MOTORS

(Récépissé n° 5958 DIRAJ du 2 février 2015)

Extraits des statuts

Il est fondé le 17 janvier 2015, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre ASSOCIATION TEAM RIDERS PRESQU'ILE MOTORS.

L'association a pour objet :

- la pratique de sports mécaniques, en particulier la moto, dans tous les domaines confondus sur circuit fermé ;
- d'initier les débutants aux motos cross.

Son siège social est situé à Mataiea, Teva I Uta, PK 48,200, côté mer, en face du magasin Le Vaima.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BEGUE Daniel
Vice-président	: SERTHELON Eric
Secrétaire	: HAOATAI Hina
Secrétaires adjoints	: SERTHELON Alexia ROCHETTE Heipuarii
Trésorière	: TAU Kealani
Trésorière adjointe	: TAMATA Christina

SYNDICAT DES AGENTS DE L'OPH-CSTP-FO

Extraits de statuts

Il est créé le 3 juin 2014, LE SYNDICAT DES AGENTS DE L'OPH-CSTP-FO.

Ce syndicat a pour but :

- de réunir les agents de l'OPH en formant un syndicat OPH affilié à la CSTP-FO ;
- de défendre les droits des travailleurs de l'office ;
- de défendre les intérêts des agents de l'office ;
- de défendre les conditions de travail ;
- de réunir les documents et présenter à la centrale, en vue de porter une affaire devant la justice ;
- d'être une force de proposition ;
- de faire des activités sociales (journée récréative).

Son siège social est fixé rue Clappier, immeuble Pharnam.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Secrétaire général	: TENIARO Tony
Secrétaire générale adjointe	: WILLIAMS Véronique
Secrétaire	: LECORDIER Tehina
Secrétaire adjointe	: MARUHI Margarette
Trésorière	: HOATA Poerava
Trésorier adjoint	: PORLIER Moetu
Assesseurs	: WANG Hiro TAEREA Richard

ASSOCIATION RAROMATA'I PAINTBALL

(Récépissé n° 19 SAISLV du 14 janvier 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 8 janvier 2015, l'ASSOCIATION RAROMATA'I PAINTBALL régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour objet l'organisation de tournois de paintball loisir et l'organisation d'activités promotionnelles pour développer ce sport en Polynésie française.

Son siège est fixé Miri Miri, PK 9, Tevaitoa, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: REGNARD Pierre
Secrétaire	: REGNARD Anne Laure
Trésorier	: NOUIOUA Mheidy

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 16

Tirage du lundi 26 janvier 2014 :

17 18 27 35 40

Numéro chance : 6

	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance	1	596 658 711
5 bons numéros	1	21 561 479
4 bons numéros	278	166 909
3 bons numéros	14 016	1 431
2 bons numéros	216 539	656
N° chance gagnant.....	343 628 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 3 651 953		

LOTO NATIONAL N° 17

Tirage du mercredi 28 janvier 2014 :

9 12 16 33 41

Numéro chance : 1

	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance	0	0
5 bons numéros	1	27 244 200
4 bons numéros	454	129 140
3 bons numéros	21 644	1 169
2 bons numéros	314 986	572
N° chance gagnant.....	334 571 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 7 342 353		

LOTO NATIONAL N° 18

Tirage du samedi 31 janvier 2014 :

4 14 25 31 46

Numéro chance : 5

	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	0	0
4 bons numéros.....	798	151 097
3 bons numéros.....	29 614	1 193
2 bons numéros.....	405 029	620
N° chance gagnant.....	702 982 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 5 472 880		

KENO GAGNANT A VIE

Lundi 26 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 1 470 102

3	5	8	9	11	15	21	23	25	27
28	31	40	41	49	53	55	62	64	69

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 3 651 953

11	13	16	17	24	26	27	32	35	36
40	44	46	53	54	56	59	61	65	67

Multiplicateur : x 2

Mardi 27 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 5 567 804

4	5	7	9	13	17	20	21	26	32
35	38	39	44	45	53	58	66	68	69

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Joker + : 8 656 573

5	16	25	28	29	31	35	39	40	41
42	43	51	52	56	57	65	67	68	69

Multiplicateur : x 4

Mercredi 28 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 4 306 516

1	2	10	11	12	15	20	22	24	27
30	31	41	46	47	57	59	63	65	68

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Joker + : 7 342 353

4	5	9	10	14	15	20	21	22	23
28	32	33	40	44	47	59	64	66	68

Multiplicateur : x 1

Jeudi 29 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 1 847 224

5	8	9	10	22	24	26	33	35	36
40	41	47	50	51	58	60	62	63	65

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 0 851 295

5	6	8	10	13	16	17	20	26	28
32	39	40	44	48	51	54	56	58	61

Multiplicateur : x 2

Vendredi 30 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 7 321 204

2	7	20	23	24	25	30	31	36	39
42	44	46	50	55	59	61	62	63	69

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Joker + : 0 332 932

2	5	7	9	14	15	16	24	29	30
33	39	41	44	52	57	58	61	66	69

Multiplicateur : x 1

Samedi 31 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 8 169 008

3	8	18	22	26	28	30	33	34	35
36	43	44	51	53	58	59	60	62	66

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Joker + : 5 472 880

3	7	8	12	15	17	18	19	23	26
33	34	38	41	46	49	55	56	58	59

Multiplicateur : x 3

Dimanche 1er février 2015

1er tirage

Joker + : 3 485 414

10	12	18	23	24	32	33	34	37	38
39	43	47	50	55	56	57	59	64	70

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Joker + : 7 358 182

4	7	8	15	17	26	32	35	37	40
42	43	46	47	48	52	58	59	63	69

Multiplicateur : x 1

EURO MILLIONS

Mardi 27 janvier 2014

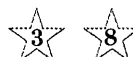
5 10 31 33 40



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆☆	0	1	2 591 302 625
5 +	☆	0	2	60 099 474
5		1	5	8 013 257
4 +	☆☆	6	30	667 768
4 +	☆	118	594	29 498
4		245	1 298	13 496
3 +	☆☆	245	1 309	9 558
2 +	☆☆	4 132	20 343	2 828
3 +	☆	5 790	28 960	1 897
3		12 709	64 278	1 431
1 +	☆☆	20 809	104 605	1 551
2 +	☆	85 207	426 499	1 026
2		195 374	966 968	465
UP 854 8542				

Vendredi 30 janvier 2014

9 13 15 19 24



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆☆	0	2	894 988 066
5 +	☆	3	6	30 830 119
5		4	16	3 853 758
4 +	☆☆	31	110	280 262
4 +	☆	454	1 816	14 844
4		780	3 246	8 305
3 +	☆☆	844	4 016	4 797
2 +	☆☆	11 257	54 178	1 634
3 +	☆	15 193	69 435	1 217
3		28 557	127 017	1 121
1 +	☆☆	51 378	260 529	954
2 +	☆	186 371	885 136	763
2		341 184	1 629 723	417
PD 078 0293				

ANNONCES MARCHES PUBLICS**AVIS D'ATTRIBUTION N° 02-15 MET**

(Article 25 bis-V du code des marchés publics
de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A - Identification de la personne publique qui a passé le marché : Polynésie française, ministre de l'équipement, BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment administratif A2 (5e étage), rue du Commandant-Destremau, tél. : (689) 40 46 80 19, fax : (689) 40 48 37 92, courriel : secretariat@equipement.min.gov.pf

B - Objet du marché :

1. Objet du marché : Marché n° 14 0219 du 17 décembre 2014 (lot 01 : travaux d'assainissement RC) relatif aux travaux de bitumage de la route de ceinture baie de Pago Pago au centre de Vaitape et renforcement et revêtement routiers Vaitape, baie de Faanui à Bora Bora.

Marché n° 14 0220 du 17 décembre 2014 (lot 02 : travaux de renforcement et revêtement chaussée) relatif aux travaux de bitumage de la route de ceinture baie de Pago Pago au centre de Vaitape et renforcement et revêtement routiers Vaitape, baie de Faanui à Bora Bora.

2. Type de marché : Marché de travaux.

3. Références de l'avis d'appel d'offres : Avis d'appel d'offres n° 63-14 MET du 21 août 2014 publié au *Journal officiel* de la Polynésie française n° 68 du 26 août 2014.

C - Procédure de passation : Appel d'offres ouvert sans variante, allotis 2 lots, lancé conformément aux articles 13, 19, 20 et 23 à 25 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

D - Critères de jugement des offres : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction :

- des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1. Prix : 50 points.
2. Valeur technique apprécié au regard du mémoire technique : 40 points.
 - a) Fiches techniques FAM dûment renseignées : 10 ;
 - b) Programme d'exécution : 8 ;

- c) PHS : 2 ;
 - d) Note méthodologique : 16 ;
 - e) La liste des sites d'extractions de matériaux : 4.
3. Délai d'exécution : 10 points.

E - Nom du titulaire des marchés : J-L POLYNESIE, Punaauia, Jambolana, PK 11,200, côté montagne, commune de Punaauia, BP 380622, 98718 Punaauia, fax : 40 41 07 72 / tél : 40 42 09 46, NT : 059 030, RC : 1013 B

F - Montant des marchés :

Lot n° 1 - Travaux d'assainissement RC : 88 642 285 F CFP TTC ;

Lot n° 2 - Travaux de renforcement et revêtement chaussée : 185 718 890 F CFP TTC.

G - Date de notification des marchés : 7 janvier 2015.

H - Date d'envoi du présent avis à la publication : 3 février 2015.

I - Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone greffe : + 689 40 50 90 25, téléphone secrétariat : + 689 40 50 90 32, télécopie : + 689 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesiefrancaise@mail.pf

J - Délais d'introduction des recours :

- référé contractuel : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
des transports intérieurs
et de l'environnement,
Albert SOLIA.*

LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2014)	5 220 F CFP
- Code de l'environnement (JOPF n° 60 NS du 17 avril 2014)	1 680 F CFP
- Code des douanes (mise à jour au 1er avril 2014)	3 062 F CFP
- Affiches "Accident du Travail"	174 F CFP
- Affiches "Défense de consommer"	174 F CFP
- Affiches "Loi sur l'ivresse"	267 F CFP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien)	58 F CFP
- Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble)	2134 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2010	2 294 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2011	2 515 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2012	2 641 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2013	2 594 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2014	3 192 F CFP
- Code des communes de la Polynésie française (JOPF n° 2 NS du 29 juillet 1998)	368 F CFP
- Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996)	378 F CFP
- Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996)	704 F CFP
- Convention collective des assurances	331 F CFP
- Convention collective de l'automobile	336 F CFP
- Convention collective du bâtiment et des travaux publics	940 F CFP
- Convention collective des banques	496 F CFP
- Convention collective du commerce	525 F CFP
- Convention collective du gardiennage	352 F CFP
- Convention collective de l'industrie hôtelière de Polynésie française	536 F CFP
- Convention collective de l'industrie	431 F CFP
- Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication	750 F CFP
- Convention collective du nettoyage	410 F CFP
- Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 <i>broché</i>)	1 040 F CFP
- Livret d'apprentissage anticipé de la conduite (octobre 2009)	670 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Hiva Oa (JOPF n° 36 NS/2009)	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Huahine (JOPF n° 19 NS/2010)	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Nuku Hiva (JOPF n° 52 NS/2008)	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Papara (JOPF n° 15 NS/2010)	326 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Papeete rectificatif (JOPF n° 65 NS/11)	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Pirae (JOPF n° 42 NS/11)	263 F CFP
- Procès-verbal type des délégués du personnel ou comité d'entreprise	139 F CFP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004)	2 629 F CFP
Tome 2 : Statuts particuliers (mise à jour au 31 mars 2002)	2 730 F CFP
Tome 3 : Filière de la santé (mise à jour au 30 avril 1999)	1 659 F CFP

Consulter le bureau commercial pour les autres ouvrages

Commandes-facturation : ouvert du lundi au jeudi de 7 h 00 à 15 h 00 et Vendredi de 7 h 00 à 14 h 00 - Tél. : 40 50 05 79 - Fax : 40 42 52 61 - bcom@imprimerie.gov.pf

Régie : ouvert du lundi au vendredi de 7 h 00 à 12 h 00 - Tél. : 40 50 05 78 - Fax : 40 50 05 70 - regie@imprimerie.gov.pf

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter du 1er Mars 2010

<i>TARIF en F CFP</i>	TTC	Hors Taxe
		France — DOM-TOM — Autres Pays
	Polynésie française	<i>Voie aérienne</i>
Numéro	263*	515
Abonnement 1 an	13 533	26 604
* Frais d'expédition non inclus pour les îles.		